



## ***Revue de presse « Défense »***

(contact : [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr))

*Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.*

*L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>*



Aujourd'hui : Sainte Barbe

**La revue de presse défense souhaite une bonne fête aux sapeurs, artilleurs, Sapeurs-pompiers, mineurs et ingénieurs militaires, aux camarades des essences, aux commandants des pétroliers, ainsi qu'aux camarades élèves et anciens élèves de l'Ecole polytechnique.**

**Date : 4 décembre 2019**

**Prochaine diffusion : le mercredi 11 décembre 2019**

### **Sommaire des articles proposés**

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
  - *En mer Noire, un navire français joue au chat et à la souris avec les Russes*
  - *Réservistes de la gendarmerie : « Nos centres tournent à plein »*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
  - *Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2019*
  - *Une relation à sens unique – La France d'Emmanuel macron qui ignore l'Espagne de Pedro Sanchez*
  - *Ouïghours : les députés américains veulent des sanctions contre Pékin*

- 3) Armements - Industries - Économie :
  - *La France renonce à livrer six semi-rigides à la Libye*
  - *Airbus refuse le système de roulage électrique des avions de Safran*
  - *La Socarenam va construire six patrouilleurs d'outre-mer*
  - *Cinq industries transfigurées par l'émergence de la 5G*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
  - *La « Jean Bart » rentre après quatre mois de mission dans le Golfe*
  - *Le saviez-vous ? un nom à coucher dehors*
  - *La cyberattaque d'Europol contre les sites jihadistes a perturbé des opérations du renseignement français*
  - *Barkhane : la force Barkhane fournit 60 motos aux forces armées maliennes*
- 5) Zones de conflits :
  - *Au Mali, un groupe armée prône la « fusion » de tous les mouvements politico-militaires du nord*
  - *Iran : la réalité de la répression se précise*
  - *Burkina Faso : cette si inquiétante prolifération de groupes djihadistes*
  - *Selon des experts onusiens indépendants, la situation sécuritaire a atteint un seuil critique au Mali*
- 6) Renseignements et menaces :
  - *Taxe GAFA, OTAN : le rendez-vous manqué entre la France et les Etats-Unis*
  - *Femmes et familles : grands perdants de la réforme des retraites*
  - *Chine : les navires de l'US Navy interdits d'escale à Hong Kong*
  - *Destitution : l'enquête a rassemblé des « preuves accablantes » contre Trump*
- 7) Sécurité intérieure :
  - *Vers la refonte des cartes d'identité, bientôt dotées d'un nouveau format et d'une puce*
  - *Policiers brûlés à Viry-Châtillon : verdict attendu pour les 13 accusés*
- 8) Énergie environnement climat :
  - *COP 25 : le Parlement européen affiche son soutien au nucléaire*
  - *Trente jours d'opération de lutte anti-pollution en octobre*
  - *Assises : Emmanuel Macron partage sa vision de la France maritime*
- 9) Géopolitique de la culture :
  - *Désinformation, arme de guerre*
  - *Kim Jong-Un chevauchant dans la neige : une nouvelle énigme nord-coréenne*
- 10) Géopolitique de l'information :
  - *SecNumCloud : l'ANSSI décerne le premier visa à 3DS Outscale*
  - *Informatique quantique : AWS emboîte le pas à Microsoft*
  - *Vidéo : TikTok accusé d'envoyer en Chine données personnelles et biométriques*
  - *Europol saisit 30 000 noms de domaines dans une opération antipiratage*
  - *Des chercheurs dénoncent les failles de sécurité dans les implémentations de RCS*
- 11) Jour après Jour : 4 décembre 2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
  - *Canada declines to raise defense spending above 2 percent NATOI Benchmark*

- *NATO in 2020 : Revirement or Revival ?*
- *Naval group Pitches Barracuda with T o T for Dutch Submarine Replacement At NEDS-2019*
- *Iran says Joint Naval Maneuvers With Russia, China To Start In December*
- *Dutertre orders PHL Navy : Blow Pirates in Sulu Sea, Celebes Sea 'to Kingdom come'.*
- *Russia deploys more warships to occupied Crimea coasts*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

\*\*\*\*\*

*Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr), ou au webmaster du site « [union-ihedn.org](http://union-ihedn.org) ».*

## 1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

### □ □THEME 1 - 1 : [En mer Noire, un navire français joue au chat et à la souris avec les Russes](#)

Source, journal ou site Internet : [orange actualités](#)

Date 4 décembre 2019

Auteurs : AFP

Adressé par André Dulou

"Alerte menace air sur tribord": à l'horizon, un avion de surveillance russe s'approche à basse altitude du petit navire de guerre français Commandant Birot au large du détroit de Kertch, en mer Noire, théâtre de compétition entre la Russie et l'Otan. "Il est radial, il arrive droit sur nous", lance l'enseigne de vaisseau Hugo, les mains en visière pour se protéger du soleil voilé de cette fin novembre. Le gros avion ventru, un hydravion Beriev BE12, passe, repasse, s'approche à quelques centaines de mètres du bâtiment. Sur la passerelle supérieure, des marins accourent, équipés d'appareils à téléobjectifs pour le photographe. Depuis la carlingue, un militaire russe fait probablement de même. L'avis Commandant Birot "patrouille en mer Noire et regarde ce qu'il s'y passe" explique le capitaine de corvette Maxime Leroy, commandant du bâtiment sur lequel l'AFP a pu embarquer la semaine dernière, entre les escales de Batoumi (Géorgie) et Odessa (Ukraine), quelques jours avant le sommet de l'Otan mardi et mercredi près de Londres. La France affirme vouloir défendre la liberté de navigation dans ces eaux internationales où la Russie est omniprésente. La mer Noire, dont les seules échappatoires sont le Bosphore à l'Ouest, tenu par les Turcs, et le détroit de Kertch au Nord, tenu de facto par les Russes, est un carrefour géopolitique où s'entrecroisent l'influence russe et celle de l'Otan, sur fond de rapprochement Ankara-Moscou et de tensions russo-ukrainiennes autour de la Crimée.

- Russes "très à l'aise" -

Pour la Russie, "la mer Noire a vocation à être un bastion maritime", explique Igor Delanoë, directeur adjoint de l'observatoire franco-russe à Moscou. C'est un "espace de compétition politique" entre Moscou et l'Otan, fait-il valoir: sur les six pays riverains, trois sont membres de l'Alliance (Turquie, Roumanie, Bulgarie), et deux autres veulent le devenir (Ukraine et

Géorgie). Mais "la Russie a clairement repris la main" dans la région, particulièrement depuis l'annexion de la Crimée en 2014, souligne l'expert. Cette péninsule "est devenue un porte-avions d'où les Russes peuvent rayonner dans toute la zone", analyse une source diplomatique régionale, en référence à la militarisation des environs de Sébastopol (que les Russes possèdent depuis le 18<sup>e</sup> siècle): batteries côtières, système de missiles anti-navires, avions... "Les Russes sont très à l'aise en mer Noire", abonde M. Delanoë, ce d'autant que le Bosphore est la porte de sortie vers le reste du monde, notamment le théâtre syrien. Quelques heures après le passage du *Beriev*, un *Soukhoï Su-33*, avion de chasse et de lutte anti-navire, vient tourner autour du *Commandant Birot* et ses 95 hommes, haut dans le ciel. "Un de ses radars a été intercepté par le centre opérationnel", une salle bourrée de matériel de détection dans les entrailles du patrouilleur, observe le second maître *Jérémy*. C'est l'un des objectifs de la mission: appâter les Russes pour collecter le maximum d'informations sur leurs équipements, leur immatriculation, leur signature radar. "Un jeu du chat et la souris", sourit le pacha. Avant l'escale de *Batoumi*, les Russes étaient déjà venus deux fois, avec un *Su-24* et un *Su-30M*. Tous les paramètres récupérés sont envoyés à Paris vers une base de données en vue d'analyser les réactions russes. "On constate des comportements plus agressifs. Il y a une volonté de montrer les muscles", note un amiral français sous couvert d'anonymat. "Dès qu'il y a un navire *Otan*, ils sont là pour surveiller par tous les moyens", assure la source diplomatique.

- Manoeuvres *Otan* -

En plus de "collecter du +rens+" (renseignement), comme le dit le second du navire, le lieutenant de vaisseau *Gauthier*, le *Birot* est un outil de diplomatie militaire. "La présence régulière d'un bâtiment de la Marine nationale sur ce théâtre permet d'entretenir en mer Noire des relations étroites et régulières avec les marines alliées", selon le ministère. Comprendre: celles de l'*Otan* et des pays qui aspirent à intégrer l'Alliance. De quoi agacer Moscou. A *Batoumi*, le *Birot*, un des doyens de la flotte française, a reçu la visite de la présidente géorgienne *Salomé Zourabichvili* et manoeuvré avec un bâtiment des garde-côtes. "Ils ont une vraie volonté de se mettre au standard *Otan* et c'est réussi", explique le capitaine *Leroy*. Des exercices similaires étaient prévus avec la marine ukrainienne après l'escale à *Odessa*, et roumaine à celle de *Constanza*.

- Hélicoptère turc -

Outre la rivalité *Otan*-Russie et le conflit Russie-Ukraine, la région est aussi marquée par le rapprochement entre la Russie et la Turquie, pourtant membre de l'*Otan*. "Le rapprochement s'est considérablement accéléré" depuis 2016, relève M. Delanoë, rappelant qu'*Ankara* et Moscou collaborent sur certains dossiers stratégiques, comme la guerre en Syrie, même s'ils restent concurrents dans d'autres, comme en Libye. Sans compter leurs relations économiques étroites. Pour l'avis *Birot*, "au point de vue opérationnel, tout se passe bien" avec les Turcs, assure le pacha. Ce glissement turc vers la Russie n'est pas perceptible, pas plus que les tensions diplomatiques entre Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan. Selon l'Elysée, la Turquie refuse "une intervention de l'*Otan* en mer Noire" sur la crise ukrainienne. "Gel de l'exercice!" Les visages des marins présents sur la passerelle supérieure qui s'entraînaient au tir à la mitrailleuse et au canon de 20mm se tournent vers le ciel où se détache la silhouette floue d'un hélicoptère en approche. "Présumé turc", lâche le second maître *Pierre* en faisant défiler les photos sur l'écran de son boîtier. Confirmation par le centre opérationnel du bateau: l'appareil a décollé d'une frégate pour venir renifler le bâtiment français. Et montrer aussi qu'ils sont bien là en mer Noire.

## □ □ THEME 1 - 2 : Résevristes de la gendarmerie : « Nos centres tournent à plein »

Source, journal ou site Internet : le Point

Date 3 décembre 2019

Auteur : Julien Damon

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Selon le général Olivier Kim, commandant des réserves de la gendarmerie, la volonté de s'engager reste toujours aussi importante en France depuis les attentats.

« Nos 30 000 réservistes opérationnels sont à 70 % issus de la société civile. »

À la suite de la suspension du service militaire, il fallait innover pour maintenir les liens entre armée et nation. En 1999, une loi redessine les réserves militaires, avec réserve opérationnelle et réserve citoyenne de défense et de sécurité. Le général Olivier Kim, qui a servi notamment au GIGN et en Afghanistan, commande aujourd'hui les réserves de la gendarmerie. Un regard sur ces outils que la France se donne pour permettre aux Français volontaires de concourir à l'intérêt général, à la sécurité et à la défense du pays.

### **Le Point : Pourquoi encore organiser aujourd'hui une réserve ?**

**Général Olivier Kim :** Autrefois, la réserve était massive, liée à la conscription. Il y a 20 ans, le législateur a voulu organiser une réserve, plus réduite, mais mieux entraînée et mieux employée. Elle constitue aujourd'hui une force complémentaire et indispensable à l'heure d'une menace à la fois permanente et diffuse. Afin de répondre aux attentats tragiques vécus par notre pays mais aussi à toutes les demandes d'engagement qui ont suivi, la garde nationale a été créée en 2016. Faite de dix composantes, elle rassemble les réserves des deux ministères de la Défense et de l'Intérieur.

### **À quoi la réserve sert-elle ?**

Pour la gendarmerie, les réserves, car elles sont plurielles, augmentent les compétences et démultiplient le maillage territorial. Si on fait une toile reliant tous les points de présence de la gendarmerie sur une carte de France, la réserve rajoute 30 000 fils supplémentaires. La réserve exerce des missions identiques à celles des forces actives, sauf en ce qui concerne le maintien de l'ordre. Elle permet une montée en puissance réactive. Avec sa dimension très locale, elle autorise un renseignement plus efficace et contribue à la détection des signaux faibles de radicalisation. C'est une réserve de proximité, car le réserviste est employé près de chez lui. C'est aussi une réserve pour partie projetable. On a, par exemple, envoyé des réservistes sur des événements majeurs comme le G7 à Biarritz ou les suites de l'ouragan Irma. À cette occasion, 150 gendarmes de réserve ont été mobilisés pendant plusieurs mois. Ce qui était formidable, c'est qu'ils effectuaient leurs missions traditionnelles, la sécurité publique, etc. Mais, quand ils avaient terminé, ils donnaient aussi un coup de main à partir de leurs compétences civiles.

### **Pourquoi les réservistes se mobilisent-ils ?**

*Charlie Hebdo*, le Bataclan, Nice nous ont confrontés à de graves réalités et ont généré une prise de conscience. Des gens, nombreux, se sont déclarés volontaires. On a vu des pics d'activité sur nos sites internet et notre recrutement s'envoler. Depuis les attentats, la limite d'âge

pour intégrer les réserves a d'ailleurs augmenté de 30 à 40 ans. La volonté de s'engager ne faiblit pas et nos centres de formation tournent à plein.

### **Qui sont ces réservistes ?**

Nos 30 000 réservistes opérationnels sont à 70 % issus de la société civile. C'est un bon dosage avec du sang neuf. Ils sont encadrés par des retraités de la gendarmerie, qui, par essence, connaissent bien le métier. Cela provoque une belle alchimie. Il faut aussi ajouter 37 000 membres du personnel qui appartiennent à la réserve dite de disponibilité, rappelables jusqu'à cinq ans après leur départ. Quant aux profils des réservistes, ils sont extrêmement diversifiés. Quand j'étais à la tête de la région de gendarmerie Bourgogne-Franche-Comté et que je présidais les cérémonies de sorties des préparations militaires gendarmerie, j'avais en face de moi un extraordinaire panel de la société française. J'avais aussi des mères de famille. Tous ces profils ont en commun la volonté de servir. Les réservistes arrivent, ce qui est admirable, à concilier leur vie professionnelle, leur vie familiale et leur souhait de s'engager, en plus, au service de la défense et de la sécurité de notre beau pays.

### **À quoi la réserve citoyenne, dans laquelle exerçait Alexandre Benalla, est-elle vraiment utile ?**

Tout d'abord, Alexandre Benalla n'a jamais appartenu à la réserve citoyenne. Il appartenait à la réserve opérationnelle et, comme des enquêtes sont en cours, je ne ferai pas d'autres commentaires. Cette parenthèse fermée, la réserve citoyenne de défense et de sécurité, créée il y a exactement 20 ans, est bien une réserve militaire, avec des volontaires bénévoles. Toutes les armées en disposent. Son objectif est d'entretenir l'esprit de défense et de renforcer le lien entre la nation et son armée. Dans la gendarmerie, nous l'employons pour nous appuyer dans nos réflexions prospectives et nous mettre en question. Les réservistes citoyens nous tendent un miroir qui met en exergue des pistes de progrès. Ils sont mis à contribution, en fonction de leurs compétences et de leur appétit d'engagement, pour nous apporter des expertises dont nous ne disposons pas. Ils nous apportent, pour parler comme les Anglo-Saxons, un regard *out of the box*.

### **On parle beaucoup de ce lien armée-nation, mais que veut-on vraiment dire par là ?**

C'est un ciment de cohésion de notre pays. Il s'agit, du côté des réserves, d'une implication en faveur de la nation afin de la rendre plus solide, plus résiliente. Pour résister plus efficacement à des agressions ou à des catastrophes majeures et pour souder les forces armées avec le reste du pays. Le renforcement de ce lien, c'est soutenir individuellement le pays et montrer collectivement sa capacité à se relever en soulignant notamment qu'il est bien plus fort que ceux qui l'ont attaqué par des actes odieux. Les réservistes y contribuent fortement, entretenant l'esprit de défense et de sécurité dans leurs familles, leurs universités, leurs entreprises.

### **Le service national universel (SNU) qui se met en place a été créé en ce sens. Quel regard portez-vous sur ce nouveau service ?**

Le service national universel voulu par le président de la République s'inscrit en effet pleinement dans cette logique d'engagement individuel, de cohésion nationale et de ciment républicain. Il monte aujourd'hui en puissance, avec des possibilités de brassage social et de belles rencontres. Celles-ci seront certainement des occasions pour que des jeunes donnent ensuite du sens à leur vie, qui dans des missions humanitaires, qui chez nos camarades militaires, pompiers ou policiers, qui dans la gendarmerie.

### **À quels autres services publics conseilleriez-vous d'organiser leur réserve ?**

Je n'ai pas vraiment de conseils à donner. Je note que la logique et l'ambition des réserves se retrouvent maintenant dans nombre d'autres secteurs, du sanitaire à la sécurité civile, en passant par l'administration pénitentiaire ou l'éducation. La gendarmerie est fière de compter 30 000 réservistes qui sont une mine d'or de compétences individuelles et de volontés de servir. La réserve, en un mot, c'est bien une mine d'or. Avec un tas de pépites qu'il nous convient de valoriser dans l'intérêt premier de nos concitoyens que nous devons protéger.

## 2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

### □ □ THEME 2 - 1 : Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2019

Source, journal ou site Internet : Diploweb

Date 1<sup>er</sup> décembre 2019

Auteur : Axelle Degans

Adressé par André Dulou

Agrégée d'histoire, A. Degans est Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment auteure de : A. Degans, *Réussite aux concours 2019 ! La synthèse de l'actualité internationale 2018*, éd. Diploweb, via Amazon, 2019.

Voici une synthèse de l'actualité internationale de novembre 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité HGGSP voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou au compte twitter de veille géopolitique @diploweb (14 000 followers)

Le sort des urnes

Au Sri Lanka, les élections présidentielles de novembre 2019 ont vu la victoire de Gotabaya Rajapaksa connu pour avoir mis un terme aux années qui ont ensanglanté l'île lors de la révolte tamoule. Le pays reste profondément divisé entre les Cinghalais bouddhistes et les Tamouls hindouistes, l'inquiétude est forte dans l'île. Les élections législatives espagnoles de novembre 2019 n'apportent aucune vraie solution politique au pays. Alors que le parti socialiste de Pedro Sanchez est arrivé en tête des suffrages qui lui permet d'avoir 120 sièges sur 350, devant le parti conservateur, il ne dispose pas d'une majorité au parlement. Ce qui l'oblige à nouer des alliances électorales. Si le premier ministre sortant affirme avoir bon espoir de pouvoir composer un gouvernement avant Noël, l'équation politique est compliquée par la percée sans précédent du parti Vox (extrême-droite) arrivé en troisième position avec plus de 15% des votes exprimés et 52 sièges et l'effondrement des centristes libéraux du Ciudadanos qui laisse entrevoir une alliance avec Podemos (extrême-gauche), voire avec des partis ayant obtenus peu de voix, à l'exemple des indépendantistes catalans. En Biélorussie, les élections législatives de novembre 2019 ont largement profité au pouvoir en place d'Alexander Loukachenko car aucun député de l'opposition n'a été élu. Celle-ci dénonce des irrégularités massives, plus d'un tiers des votes sont des votes par correspondance effectués avant même le début du scrutin. En Roumanie Klaus Iohannis, président sortant, est élu en novembre 2019 pour un second mandat, avec près des deux tiers des suffrages exprimés.

## Une Amérique latine en pleine confusion

En Bolivie, le président Evo Morales brigait un nouveau mandat que la constitution ne lui accordait pas. Il est déclaré vainqueur, à l'issue du premier tour, après un rocambolesque comptage des voix. De véritables émeutes accompagnent cette annonce dans les grandes villes du pays comme La Paz ou Sucre, alors que les campagnes soutiennent davantage le président sortant. Après avoir proposé d'organiser un second tour, et de réorganiser des élections, Evo Morales perd le soutien de l'armée et de la police, ce qui le pousse à annoncer sa démission en novembre 2019. Cette nouvelle ne calme pas pour autant la foule qui s'en prend aux bâtiments des officiels du régime. Le Mexique envoie un avion pour prendre en charge l'ex-président bolivien – une quasi-exfiltration - dont la vive inquiétude transparait dans la seule photo prise de lui dans ce moment, enveloppé dans le drapeau mexicain, alors qu'il attend une autorisation pour redécoller. De nombreux pays latino-américains refusent le survol de leur espace aérien à l'avion transportant Evo Morales témoignant de l'ampleur de sa disgrâce internationale dans ce continent. Sa démission a été suivie de celles du vice-président Alvaro Garcia Linera, de la présidente comme de la vice-présidente du Sénat et du président de la chambre des députés ainsi que de certains parlementaires. La présidence par intérim est assurée par Jeannine Añez, seconde vice-présidente du Sénat, opposante à l'ancien président. De nouvelles élections devraient être convoquées au début de l'année 2020. Les États-Unis ont apporté leur soutien à Jeannine Añez alors que les affrontements ont déjà fait une dizaine de victimes. Au Brésil, la libération de l'ancien président Lula, emprisonné pour faits de corruption, a eu lieu en novembre 2019 dans un climat de fortes tensions. Lula veut rassembler la gauche derrière son nom et incarner une résistance au président J. Bolsonaro. *Les réactions populaires en Amérique latine sont révélatrices – en Argentine, Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou ou au Venezuela – du refus de l'austérité.* Au Chili, un referendum devrait se tenir au printemps 2020 pour procéder à la rédaction d'une nouvelle constitution qui remplacerait celle qui est en vigueur depuis la présidence du général Pinochet (1974-1990). Cette décision fait suite aux importantes manifestations qu'a connues le pays. Le président S. Pinera a, en outre, reconnu un usage irraisonné de la force face aux manifestants. Il n'est pas certain que ces annonces suffisent à calmer la colère populaire. Les manifestations de novembre 2019 en Colombie poussent le président Ivan Duque à ouvrir plus tôt que prévu le dialogue social avec les élus. Les manifestants dénoncent les fortes inégalités de ce pays durablement marqué par la guérilla menée par les Farcs ainsi que la politique économique menée par l'actuel président. Les réactions populaires en Amérique latine sont révélatrices – en Argentine, Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou ou au Venezuela – du refus de l'austérité. L'armée reste encore en 2019 un acteur politique important en Amérique latine. Le Mexique continue à mener sa guerre contre les cartels de la drogue en employant des moyens militaires depuis 2006. Ce pays est l'un des plus dangereux du monde avec plus de trente mille homicides par an. Le président Andres Manuel Lopez Obrador (« Amlo ») vient de libérer le fils du « chapo », un des plus puissants parrains de la drogue, cédant ainsi au cartel de Sinola et révélant au grand jour l'ampleur de la faiblesse de l'État mexicain.

## Une impasse à Hong Kong

En novembre 2019, les manifestants prodémocratie continuent de manifester à Hong Kong. L'impasse politique débouche sur une radicalisation et une plus grande violence dans les rues, comme sur le campus universitaire de la City University. Les forces de l'ordre affrontent les contestataires qui se sont réfugiés dans l'enceinte de la PolyU, plusieurs centaines d'entre eux ont été arrêtés. Les manifestants réclament désormais la possibilité d'élire leur exécutif au suffrage universel, ce que Pékin est peu enclin à leur accorder. Si les étudiants incarnent le fer de lance de la contestation, celle-ci est soutenue par une partie non-négligeable de la population



hongkongaise, ainsi les cadres manifestent pendant leur pause repas du midi. Les États-Unis ont pris une résolution de soutien aux manifestation prodémocratie et pro-droits de l'homme de Hong Kong : l'acte de 2019 sur les droits humains et la démocratie à Hongkong prévoit de mettre entre parenthèse le statut spécial de Hong Kong qui l'autorise à échapper aux sanctions prises dans le cadre du bras de fer commercial entre Washington et Pékin. Les répercussions économiques sont déjà présentes car le PIB de Hong Kong s'est contracté de plus de 3% au troisième trimestre 2019. Le scrutin local de novembre 2019 suscite à Hong Kong une forte mobilisation concernant près de 70% des électeurs. Ceux-ci ont donné plus des trois-quarts des sièges au camp prodémocratie : un immense camouflet pour Pékin et Carrie Lam. Cette élection démontre aussi les bonnes conditions dans lesquelles elle s'est déroulée. Le *New York Times* publie des documents officiels chinois révélant la dureté de la politique menée par Pékin à l'encontre des Ouïgours du Xinjiang. Emprisonnement, négation de l'identité ouïgoure, assassinats... Ces « ouïgours papers » soulignent la responsabilité directe des personnes les plus haut placées au parti communiste chinois, dont le président Xi Jinping. Cette politique s'apparente à une répression de masse, assez systématique.

## Nouvelles de l'Union européenne

Le Parlement européen a validé en novembre 2019 les candidatures française (Thierry Breton) et hongroise (Olivier Varhelyi) aux postes de commissaire. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen peut enfin présenter au Parlement l'ensemble de la nouvelle Commission, celui-ci lui donne son assentiment. La Commission von der Leyen devient effective le 1er décembre 2019, avec un mois de retard.

*« Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN » déclare le président de la République française Emmanuel Macron le 7 novembre 2019 dans un entretien à l'hebdomadaire The Economist. Il s'inquiète dans ce contexte de la « fragilité extraordinaire de l'Europe (communautaire). »*

La France, après avoir dénoncé en novembre 2019 la « mort clinique de l'OTAN » (du fait des attitudes américaine et turque), a fait savoir qu'elle ne souhaite pas de nouvel élargissement de l'Union européenne, y compris aux Balkans occidentaux. Paris estime qu'il faut d'abord réformer l'Union, et son mode d'élargissement, avant d'étudier les candidatures albanaise et nord-macédonienne. La France est assez isolée, les autres membres de l'Union estimant que l'intégration est urgente car ces pays sont de plus en plus influencés par l'extérieur (Pékin, Moscou ou Riyad). Est-ce la solution ? Pour mémoire, dans la première moitié des années 1990 la France avait déjà plaidé pour un « approfondissement » des institutions de l'Union européenne, quand l'Allemagne plaidait pour un élargissement rapide. Chacun connaît la suite : le bricolage du traité de Nice (2000, 2001, effectif en 2004), l'élargissement de 2004 à 10 pays ; la Convention pour une Constitution pour l'Europe – refusée par les Français et les Hollandais en 2005... et le traité de Lisbonne (2007, progressivement effectif à partir de 2009). Et les élargissements de 2007, 2013. La « mort cérébrale de l'OTAN » (Emmanuel Marcon) n'est-elle pas plutôt une invitation à relancer – une énième fois - l'Europe de la Défense ? Il faudrait que l'Union se dote, au préalable, d'une vision stratégique commune et d'une autonomie stratégique : deux défis de taille. Le positionnement d'une possible Europe de la Défense vis-à-vis de l'OTAN est un autre débat... La Russie attend en embuscade, aidée il est vrai par un D. Trump « disruptif ». La Turquie, qui reçoit des subsides de l'Union européenne pour retenir des migrants sur son territoire, menace en novembre 2019 de laisser partir des djihadistes vers l'Europe communautaire. Étrange candidate à l'UE. Étrange alliée de l'OTAN. L'agence spatiale européenne (ESA) demande une nouvelle enveloppe d'un peu plus de 14 milliards d'euros pour pouvoir rester dans la course spatiale alors que la concurrence mondiale est de

plus en plus vive, y compris d'acteurs privés comme l'américain Space X dont les lanceurs sont réutilisables. La NASA a budget annuel de plus de 20 milliards de dollars, et les États-Unis, Chine et Inde ou Israël développent des programmes pour aller sur la Lune. À Venise, une énième *acqua alta* menace en novembre 2019 les monuments de Venise. L'eau salée est entrée dans la crypte de la basilique Saint-Marc comme dans de nombreux autres bâtiments. La population crie au scandale car le projet « Moïse » de digues, qui devait protéger la cité des Doges des grandes crues, reste à l'état de projet alors qu'il aurait dû entrer en fonction dès 2016. En cause, corruption, retard des travaux, envolée scandaleuse de la facture... Voilà qui démontre qu'un Etat fondateur de la CEE (1957) peut encore être affaibli par la corruption en 2019, 62 ans plus tard... Dès lors comment s'étonner que les nouveaux membres soient parfois travaillés par ces forces destructrices ? Venise, symbole d'une incapacité européenne à combattre la corruption comme la montée des eaux ?

### La contestation ne faiblit au Proche et Moyen-Orient

Au Liban, la contestation populaire continue en novembre 2019. La société civile en colère dénonce l'impasse dans laquelle est leur pays avec une dette publique de 152% du PIB, une corruption endémique et une absence de perspective pour une jeunesse nombreuse et plutôt bien formée, l'exil étant la solution trop souvent choisie. La classe politique est unanimement conspuée, même les chiites prennent de la distance vis-à-vis d'un Hezbollah jusque-là assez populaire. Le bienfondé du fonctionnement confessionnel de la vie politique libanaise, en vigueur depuis l'indépendance, est aujourd'hui remis en cause comme facteur de corruption et de paralysie. Le Liban serait-il capable de refonder ses institutions sur une base non-confessionnelle et d'évoluer vers davantage de démocratie et de probité ? Les défis sont immenses car le pays est dans une impasse politique et économique. L'Iran connaît à son tour d'importantes manifestations en novembre 2019. L'annonce de l'augmentation sensible du prix de l'essence a provoqué une flambée de colère dans un pays toujours soumis à de multiples sanctions économiques qui rendent très difficile le quotidien des Iraniens. L'économie iranienne est en récession depuis 2018, et le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une contraction du PIB de près de 10% pour l'année 2019. La répression a été immédiate (arrestations, morts...) et le régime a coupé l'accès à Internet pour empêcher les manifestants de communiquer entre eux et de mieux s'organiser. Ces manifestations auraient concerné une vingtaine de villes à travers le pays, mais les informations sont difficiles à collecter en raison du « black-out » mis en place par les autorités. Washington affirme son soutien aux manifestants, ce qui alimente la thèse du complot à Téhéran. Bruxelles appelle l'Iran à la retenue. *Amnesty International* estime qu'il y aurait plus de 140 morts. En novembre 2019, les manifestations anti-corruption continuent en Irak malgré les nombreux morts (plus de 400). Bagdad, la capitale, comme les villes du sud irakien (à l'image de Bassora) se sont embrasées au propre comme au figuré. Une bonne partie des administrations et des écoles du Sud du pays ont été fermées. Le pays semble au bord de la guerre civile. *Après avoir déplacé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, Washington vient d'annoncer en novembre 2019, par la voix de Mike Pompeo, que les colonies israéliennes ne sont pas illégales.* Après avoir déplacé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, Washington vient d'annoncer en novembre 2019, par la voix de Mike Pompeo, que les colonies israéliennes ne sont pas illégales. Cette annonce a des ressorts de politique intérieure, un message que l'administration Trump envoie à l'électorat évangéliste très attaché au sort d'Israël. Au niveau international, c'est un soutien apporté à Benjamin Netanyahu alors qu'aucun gouvernement n'est encore issu des élections législatives. C'est aussi le contrepied de la décision prise par la Cour de justice européenne enjoignant de préciser l'origine des produits issus des territoires occupés que sont le plateau du Golan et la Cisjordanie car elles considèrent ces colonies comme illégales. En Algérie, le mouvement de contestation (le Hirak) demande en novembre 2019 le départ de la classe politique algérienne au pouvoir depuis

l'indépendance : c'est une sévère remise en cause du FLN. Il est accusé d'être corrompu et d'avoir mené le pays dans l'impasse alors que celui-ci jouit d'une rente en hydrocarbures et d'une jeunesse nombreuse et plutôt bien formée. Cela fait désormais dix mois que la contestation s'exprime. Les manifestants ne veulent pas des élections telles qu'elles sont prévues pour le moment.

## La recomposition stratégique du Proche et du Moyen Orient

Alors que la base française d'Abu Dhabi fête ses dix ans, la France a réaffirmé en novembre 2019 la continuité de son investissement dans la région avec le Qatar qui lui achète beaucoup d'armes (des Rafales par exemple). Cette continuité tranche avec la politique de retrait menée par les États-Unis depuis la présidence de B. Obama, et renforcée récemment. Une récente réunion consolide l'axe frériste Turquie-Qatar qui s'oppose à une bonne partie du monde arabo-musulman et en particulier l'Arabie saoudite (qui organise un blocus contre Doha depuis 2017) et l'Égypte.

## Anniversaires

Le mur de Berlin tombait il y a trente ans, le 9 novembre 1989. Si les vingt ans de la chute du mur avaient donné lieu à des festivités remarquables commémorant la fin de la division géopolitique de l'Europe et la fin de la Guerre froide, il en est tout autrement dix ans plus tard. La faute à l'absence, dix ans plus tôt, de Barack Obama préférant arpenter la grande muraille de Chine plutôt que de se sentir Berlinois, et la crainte d'un nouveau camouflet de Donald Trump ? La faute à une chancelière d'Allemagne – A. Merkel - affaiblie dans son pays, avec une fin de règne sans lustre ? La faute à une réunification qui n'a pas tenu toutes ses promesses, comme le montre la poussée de l'AfD dans les Länder de l'Est en proie, pour certains, à la dépopulation ? La faute à une Union européenne en laquelle la population croit de moins en moins ? C'est probablement un peu pour toutes ces raisons. En République tchèque, de très nombreux manifestants ont, trois décennies après la « révolution de velours » qui a mis fin à la démocratie populaire, appelé en novembre 2019 à « protéger la démocratie » de la corruption de la classe politique. Pour mémoire, le *Diploweb* publiait dès 2008 une carte de la corruption dans l'espace UE-30 en 2007, puis en 2010 une carte de la corruption en 2009 dans les pays de l'Union européenne... [1]

## Le prix du sang

L'armée française est de nouveau endeuillée en novembre 2019 après un accident entre deux hélicoptères de combat qui a fait treize morts. Cette collision s'est produite au sud du Mali où nos soldats œuvraient dans le cadre de la mission Barkhane, qui sécurise le Sahel et y prend la succession de l'opération Serval. Ce tragique accident rappelle que l'armée française est en première ligne dans la lutte contre le djihadisme, et que s'il existe une collaboration avec d'autres armées pour éviter la constitution d'un « sahélistan » aux portes de l'Europe, c'est l'armée française qui paie un lourd prix du sang ; plus de quarante soldats sont tombés au Sahel depuis le début de l'opération Serval. Ce drame est le plus lourd depuis l'explosion du Drakkar au Liban en 1983. Les armées des pays du G5 Sahel sont aussi durement touchées.

## Bonnes nouvelles

C'est une grande école française qui est distinguée à l'échelle mondiale. Le *Financial Times* vient d'attribuer à HEC la première place pour son *Executive MBA*. Et deux diplômés d'HEC - Matthieu Alfré et Christophe Chabert - sont co-auteurs du livre « Le monde en cartes.

Méthodologie de la cartographie », éd. Autrement, 2019. Les écoles françaises de management sont régulièrement classées parmi les meilleures du monde. La tension est retombée après plusieurs mois entre Séoul et Tokyo. La Corée du Sud ne se retire finalement pas de l'accord de partage d'informations militaires concernant la Corée du Nord, le GSoMIA, mais les relations restent encore fraîches entre ces deux pays d'Extrême-Orient.

## □ □ THEME 2 - 2 : Une relation à sens unique – La France d'Emmanuel macron qui ignore l'Espagne de Pedro Sanchez

**Source, journal ou site Internet : Conflits**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Nicolas Klein**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

Tournée vers l'Allemagne et l'Angleterre, la France ne se préoccupe pas de l'Espagne, qui est un pourtant un voisin proche. Ce pays ne rentre pas dans la perspective géopolitique française, alors que du côté de la péninsule la France est beaucoup commentée. Analyse d'une relation à sens unique. Entre anniversaire des « gilets jaunes », tensions sociales diverses et grève multisectorielle le 5 décembre prochain, le président de la République française, Emmanuel Macron, a renoncé à se rendre en personne à la COP25 (1), qui se déroulera à Madrid du 2 au 13 décembre 2019. La capitale espagnole a récupéré l'organisation de cet événement mondial, qui rassemblera près de 25 000 personnes au palais des congrès de l'IFEMA, à la suite des troubles qui agitent le Chili. Un véritable défi à relever en quatre semaines seulement. L'absence du chef d'État français n'est pas dramatique pour l'Espagne. Il sera représenté par de nombreux ministres, diplomates et technocrates et il n'est pas dit que des décisions transcendantes soient prises en décembre. Néanmoins, ce faux bond de la part de Paris renforce un sentiment de mépris ou, à tout le moins, d'ignorance à l'égard de Madrid.

Une longue trajectoire de rencontres manquées

Les relations transpyrénéennes ont souvent été compliquées depuis le début de la Cinquième République : Charles de Gaulle n'a jamais pu se rendre en visite officielle en Espagne durant son mandat, pas plus que Georges Pompidou, en raison de la dictature franquiste (2) ; Valéry Giscard d'Estaing est parvenu à repousser l'entrée officielle de l'Espagne et du Portugal dans la CEE pour des raisons de politique intérieure ; François Mitterrand a d'abord refusé de collaborer avec les autorités espagnoles dans leur lutte contre le terrorisme basque ; José María Aznar et Jacques Chirac se vouaient un mépris réciproque et les relations se sont tendues avec l'engagement espagnol dans la guerre en Irak ; Nicolas Sarkozy a eu des mots très durs sur l'état économique de notre voisin ibérique après le déclenchement de la crise de 2008 ; enfin, la tentative de rapprochement tentée par Mariano Rajoy à l'égard de François Hollande n'a guère été couronnée de succès, ce qui a poussé le président du gouvernement à se tourner vers Angela Merkel (3). L'élection d'Emmanuel Macron n'a pas permis d'améliorer les rapports qu'entretiennent les deux nations. Bien au contraire, jamais notre voisin pyrénéen n'a aussi peu intéressé les autorités politiques françaises, notamment au plus haut niveau. Traditionnellement, Paris et Madrid se retrouvent dans le cadre de sommets franco-espagnols (Cumbres Francoespañolas), qui se déroulent alternativement en France et en Espagne. En 2009, Nicolas Sarkozy s'était rendu outre-Pyrénées avec son épouse et y avait rencontré la famille royale espagnole dans le cadre d'une visite d'État. Deux ans plus tard, François Hollande recevait Mariano Rajoy au palais de l'Élysée en présence d'une grande partie de leur gouvernement respectif. Malgré les désaccords entre les deux exécutifs, Madrid, Paris puis Málaga avaient

accueilli à leur tour de telles réunions en 2013, 2014 et 2017. Depuis lors, plus aucun sommet de ce genre n'a été programmé et il ne semble pas pour le moment que 2020 doive déroger à la règle. Emmanuel Macron ne s'est rendu qu'une seule fois dans la capitale espagnole – c'était en juillet 2018, très peu de temps après l'accession au pouvoir de Pedro Sánchez. Arrivé en retard au palais de La Moncloa (siège de la présidence du gouvernement espagnol) pour des raisons personnelles, il n'était pas non plus à l'heure au dîner officiel organisé en son honneur au palais royal d'Orient, où l'attendait Philippe VI. Le président français a d'ailleurs affirmé en guise d'excuse que les Espagnols mangent de toute manière à une heure plus tardive que les Français. Un mois auparavant, Pedro Sánchez s'est rendu à Paris dans le cadre d'une tournée européenne, mais n'a pas eu le droit aux ors de Versailles ni même à un sommet de premier ordre – il a dû se contenter d'un déjeuner de travail informel. Presque tous les autres voyages du chef de l'exécutif ou du couple royal espagnol ont été réalisés dans un contexte multilatéral, comme pour le centenaire de l'armistice de 1918 ou le sommet du G7 à Biarritz.

Pourquoi parler à l'Espagne ?

Le président de la République française et son gouvernement paraissent donc peu préoccupés par ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées. Emmanuel Macron aime à parler aux dirigeants des grandes puissances (États-Unis d'Amérique, Russie, Chine) et s'avère obnubilé par la relation avec l'Allemagne. Les réclamations historiques de l'Espagne, comme le renforcement des interconnexions électriques et gazières avec la France, passent souvent au second plan. Il faut que ce soit l'Union européenne qui s'en mêle pour pousser notre pays à réagir. Il en va de même pour la poursuite de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Nîmes et Barcelone, qui permettrait de totalement relier Madrid à Paris par le TGV. Cette ignorance de Paris à l'égard de Madrid n'est pas à la hauteur de l'importance relative de l'Espagne dans notre vie économique, politique et militaire. Les deux pays sont séparés par une frontière terrestre de 623 kilomètres de longueur (la plus longue de France métropolitaine) et notre voisin ibérique est notre cinquième fournisseur en 2017, avec 6,5 % des importations françaises totales. Il se classe derrière l'Allemagne, la Chine, la Belgique et l'Italie, mais devant les États-Unis, tandis que nous sommes le deuxième fournisseur de l'Espagne (10,8 % des importations espagnoles)(4). La coopération en matière industrielle est intense, comme dans le domaine spatial (où notre voisin ibérique n'a eu de cesse d'accroître sa présence ces dernières années, principalement au sein de l'ESA) et militaire. L'on peut citer les investissements (110 millions d'euros sur quatre ans) de Madrid dans le développement et la construction du futur avion de chasse « européen », auquel contribuent France et Allemagne. Madrid tenait d'ailleurs absolument à s'engager aux côtés de Paris et Berlin dans ce projet dès le départ. Mais cette collaboration ne s'arrête pas là. Chaque année, un détachement de jeunes élèves gendarmes français sont formés à la caserne Duc-d'Ahumada, à Valdemoro, dans la banlieue de Madrid. Paris a timidement pris conscience ces dernières années de l'importance croissante de l'aide que l'Espagne lui apporte en matière militaire et l'a remerciée en invitant une partie de ses troupes à défiler sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2019. Les exercices conjoints sont devenus monnaie courante entre les deux nations et, que ce soit au Mali (5) ou en République centrafricaine, Madrid participe activement aux missions à l'extérieur dans lesquelles la France est engagée. De même, alors qu'il n'est pas membre du G7, notre voisin ibérique a assuré une part essentielle de la sécurité de ce sommet à Biarritz en 2019. Le ministre français de l'Intérieur, Christophe Castaner, et son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska, ont étroitement coopéré dans le domaine afin de sécuriser la frontière commune.

Deux dirigeants, deux pays, deux sociétés

Dans le domaine diplomatique, en règle générale, les années Aznar et Rajoy sont bel et bien derrière nous. Une fois parvenu au pouvoir, Pedro Sánchez a beaucoup misé sur la relation avec Emmanuel Macron, qui a voulu le lui rendre en l'invitant finalement au G7, mais aussi en l'intégrant au plus près dans les négociations au sujet des top jobs – ces grands postes de la

structure institutionnelle de l'Union européenne (6). Il existe bien entendu des divergences entre les deux dirigeants et, parfois, une certaine méfiance. La signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR a été en grande partie défendue par Sánchez et le patronat espagnol, tandis que la France a parfois fait preuve de plus de réticences. Toutefois, le dialogue politique entre Espagne et France est aujourd'hui une priorité du palais de La Moncloa, qui fait tout pour le rendre plus fluide et espère avoir des alliés de poids afin de peser à Bruxelles. La réponse d'Emmanuel Macron n'est globalement pas à la hauteur de tous les éléments que nous venons de citer. Lui et l'ensemble de notre appareil d'État doivent impérativement tenir compte du fait que notre économie, notre armée et même notre société sont très proches – parfois bien plus qu'avec l'Allemagne. Ce n'est pas un hasard si l'espagnol est la deuxième langue la plus enseignée en France (2,5 millions d'élèves dans le secondaire en 2014, essentiellement en LV2) tandis que le français jouit de la même position dans le système scolaire espagnol. De quoi faire réfléchir sur les orientations futures de nos concitoyens et sur les amitiés qui se nouent avec l'Espagne, indépendamment de ce qu'en pensent nos élites...

## □ □ THEME 2 - 3 : Ouïghours : les députés américains veulent des sanctions contre Pékin

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 4 décembre 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

La chambre basse du Congrès américain a adopté mardi une résolution condamnant les «détentions arbitraires de masse» des musulmans de Chine, qui doit encore être promulguée par Donald Trump. La Chambre américaine des représentants a approuvé mardi à une écrasante majorité une proposition de loi appelant le président Donald Trump à imposer des sanctions contre de hauts responsables chinois, en réponse aux «détentions arbitraires de masse» des musulmans ouïghours. Le texte doit encore être approuvé par le Sénat, où il devrait aussi rencontrer un grand soutien, avant d'être envoyé à Donald Trump pour qu'il accepte ou non de le promulguer. «Aujourd'hui, la dignité et les droits humains des Ouïghours sont menacés par les actes barbares de Pékin, qui sont une insulte à la conscience collective mondiale», a déclaré dans l'hémicycle la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, avant le vote. «Nous envoyons un message à Pékin: l'Amérique observe et ne restera pas silencieuse.» En pleine guerre commerciale entre Washington et Pékin, les relations se sont encore tendues entre les deux pays la semaine dernière avec la promulgation, par Donald Trump, d'une loi de soutien aux manifestations pro-démocratie qui secouent Hongkong. Le texte approuvé mardi à la Chambre appelle le président des Etats-Unis à imposer des sanctions à de hauts responsables dans le Xinjiang, région du nord-ouest de la Chine où des experts et des organisations de défense des droits humains accusent Pékin d'avoir interné dans des camps jusqu'à un million de musulmans, principalement d'ethnie ouïghoure. Pékin récuse ce chiffre et évoque des «centres de formation professionnelle» destinés à lutter contre la radicalisation islamiste, en réaction à une série d'attentats sanglants attribués ces dernières années à des militants ouïghours. La proposition de loi exhorte également le département d'Etat à établir un rapport sous un an sur la situation dans la région, et le ministère du Commerce à interdire certaines exportations, notamment de matériels pouvant aider aux systèmes de reconnaissance faciale. Le Sénat, à majorité républicaine, avait adopté à l'unanimité en septembre une version différente de cette proposition de loi, présentée par le républicain Marco Rubio, un fidèle du président Trump. Mardi soir, il a salué le vote de la Chambre et déclaré avoir «hâte» de travailler avec les

sénateurs pour que cette proposition «soit adoptée et envoyée au président». «Le gouvernement chinois et le parti communiste travaillent pour éradiquer systématiquement les identités culturelles et ethniques des Ouïghours et d'autres minorités musulmanes dans le Xinjiang», a-t-il affirmé. Le démocrate Bob Menendez, numéro deux de la commission des Affaires étrangères est allé dans le même sens, laissant augurer d'une adoption au Sénat. Pékin a réagi en estimant que le projet de loi américain sur les Ouïghours «calomnie de façon arbitraire» la Chine.

---

## **3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE**

### **□ □THEME 3 - 1 : La France renonce à livrer six semi-rigides à la Libye**

**Source, journal ou site Internet : Le Marin**

**Date : 2 décembre 2019**

**Auteur : Jean-Marc Tanguy**

C'est rarissime dans les livraisons de matériels de défense : la France a renoncé à livrer à la Libye six semi-rigides destinés à renforcer le potentiel des gardes-côtes libyens. Officiellement, rien à voir avec le recours de huit ONG qui s'étaient liguées pour bloquer le transfert, en déposant une plainte à la cour administrative d'appel. Le ministère des Armées avait contracté Sillinger (groupe Marck) pour six semi-rigides Rafale, des embarcations de 12 mètres ultramodernes et bien motorisées pour l'action rapide en haute mer. L'annonce du don à la Libye avait été faite en février par la ministre des Armées en personne. Mais la situation complexe en Libye - elle l'était déjà en février – a donc finalement décidé la France à renoncer à leur livraison. Sillinger avait déjà vendu par le passé plusieurs dizaines de semi-rigides à la Libye, mais leur usage n'a jamais vraiment été détaillé. Les embarcations peuvent être revendues ou données par la France à d'autres pays, notamment en Afrique de l'ouest, ou équiper des unités françaises : marine, gendarmerie ou douane.

### **□ □THEME 3 - 2 : Airbus refuse le système de roulage électrique des avions de Safran**

**Source, journal ou site Internet : la Tribune**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Fabrice Glinszcynsky**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

"Je suis surpris et déçu". Philippe Petitcolin, le directeur général de Safran, n'a pas caché sa déception ce lundi devant la presse. Airbus a refusé son projet d'"e-taxiing" (pour roulage électrique), qui aurait permis de faire rouler les avions de l'aérogare jusqu'à la piste de décollage avec les moteurs éteints, grâce à un petit moteur électrique installé sur le train d'atterrissage principal. Ce concept aurait permis d'économiser environ 4% des émissions de CO2 sur des vols court-courriers d'une heure environ (pour les compagnies qui ne font pas déjà le roulage avec un seul moteur). "Le projet est au frigo. C'était une idée géniale", a regretté Philippe Petitcolin, dubitatif sur les explications fournies par l'avionneur. Une décision en apparence peu compréhensible à l'heure où le secteur est sous pression pour

réduire son empreinte carbone. "C'est un échec qui ne va pas dans le sens de l'histoire", a déploré Philippe Petitcolin.

### **Un projet à l'étude depuis 2013**

Après avoir travaillé sur ce concept de roulage électrique en 2013 avec Honeywell, Safran planchait en solo depuis 2016. Pour développer ce petit moteur électrique de moins de 400 kilogrammes vendu au prix d'un million de dollars, Safran a cherché à collaborer avec Alimenté par l'APU (*Auxiliary Power Unit*), qui fournit de l'énergie à bord des avions quand les moteurs sont arrêtés, ce moteur électrique aurait permis à l'avion de se déplacer sur toutes les voies de roulage d'un aéroport. De quoi générer des économies substantielles sur les aéroports encombrés où il n'est pas rare de voir des avions circuler 40 minutes sur les taxiways avant de pouvoir décoller (voire plus). Des temps de roulage qui peuvent être multipliés par... 14, les A320 effectuant jusqu'à 14 cycles par jour (décollages et atterrissages). Selon Safran, les compagnies aériennes pouvaient tabler sur un retour sur investissement « inférieur à 3 ou 4 ans ». Safran avait uniquement étudié ce concept avec Airbus. Boeing n'était pas intéressé. En raison d'un train d'atterrissage très condensé sur ses B737, il n'y a pas suffisamment de place pour installer un tel équipement.

### **□ □THEME 3 - 3 : La Socarenam va construire six patrouilleurs d'outre-mer**

**Source, journal ou site Internet : Le Marin**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Jean-Marc Tanguy et Thibault Theillard**

**Adressé par François Jouannet**

Dans un discours consacré à la stratégie maritime, le mardi 3 décembre, aux Assises de l'économie de la mer (organisées par *le marin*) à Montpellier, le président de la République a confirmé la commande, la semaine dernière, de six patrouilleurs outre-mer (Pom), évoquée fin septembre lors de la présentation du budget 2020 de la défense. Selon nos informations, le nom du gagnant de ce contrat, la Socarenam, plusieurs fois repoussé les années précédentes et encore cette année, sera officiellement annoncé le 16 décembre lors d'une visite à Boulogne de Florence Parly, ministre des Armées. Socarenam (visité par la ministre en juillet), Ocea, CMN et Kership, figuraient parmi les candidats intéressés. Les Pom doivent équiper en priorité l'Océanie, une des priorités de la stratégie présidentielle. Le général Franck Barrera, chef des forces armées en Nouvelle-Calédonie, a révélé le 20 novembre qu'il recevra le premier en 2022 et un deuxième en 2024. La loi de programmation militaire prévoit que tous doivent avoir été livrés en 2025. Le discours d'Emmanuel Macron aux Assises de la mer est par ailleurs présenté par la marine comme fondateur : un président de la République ne s'était tout simplement jamais prêté à un tel exercice. « Nous nous dotons d'une capacité inégalée et jamais acquise jusqu'alors sur le plan maritime pour protéger nos espaces et assumer ce rôle de puissance maritime d'équilibre », a lancé Emmanuel Macron. Le président a aussi déploré des « trous capacitaires inacceptables » faisant ainsi écho à ceux déjà émis par l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine, qui reprenait ceux de l'amiral Bernard Rogel (désormais à ses côtés).

### **□ □THEME 3 - 4 : Cinq industries transfigurées par l'émergence de la 5G**



**Source, journal ou site Internet : ZDnet.com**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Alison DeNisco Rayonne**

**Adressé par Elie Billaudaz**

La disponibilité prochaine des réseaux mobiles 5G marquera un grand pas en avant pour la numérisation de la société. Le déploiement de cette nouvelle gamme technologique aura de fait un impact sur un certain nombre d'industries différentes, celles-ci bénéficiant d'une latence plus faible et d'un débit plus élevé pour améliorer leurs processus de production. "C'est vraiment cette année que nous allons commencer à constater l'impact du déploiement de la 5G", a indiqué Mark Hung, vice-président chez Gartner. "Vous pouvez vous attendre à voir débarquer les premiers téléphones 5G au cours du premier semestre de cette année. Plus important, c'est aux Etats-Unis que nous allons voir AT&T et Verizon commencer à déployer des réseaux mobiles 5G dans certaines villes". Une gageure qui permettra d'évaluer le vrai potentiel de la 5G, alors que "tous les grands opérateurs télécoms ont maintenant annoncé des stratégies 5G", a de son côté fait savoir Christian Renaud, vice-président de la recherche chez 451 Research. "Nous commençons à voir des professionnels effectuer des premiers déploiements de validation de concept dans des marchés cibles", en général des zones urbaines très denses, comme l'a constaté ce dernier, qui a toutefois expliqué que si "nous ne sommes certainement pas sortis du battage médiatique, nous n'en sommes qu'aux premiers déploiements" de cette technologie. Il est toutefois encore trop tôt pour les cas d'utilisation compatibles 5G pour toute organisation, "en particulier parce que l'équipement n'est pas toujours disponible", a détaillé le chercheur. "La 5G est en pleine évolution", a son côté observé Michele Pelino, analyste principale chez Forrester Research, tout en relevant que cet ensemble de technologies est très loin d'être homogène et qu'il "faudra des années pour que ce soit le cas". "Entre-temps, nous verrons d'autres déploiements dans le contexte d'emplacements et de bâtiments particuliers", estime-t-elle, avant de se lancer dans le jeu des projections. "Si je suis une entreprise et que je veux avoir des applications 5G sur tous les sites où j'ai des opérations d'usine ou des bureaux, il va falloir quelque chose de plus transparent pour des produits comme les voitures autotractées, pour continuer à rouler dans tout type de quartier, ou pour avoir recours des cas où vous êtes en dehors des quatre murs d'une infrastructure", a-t-elle expliqué, concédant que "tout cela prendra du temps". Voici les cinq industries qui seront les plus touchées par la 5G lorsque le déploiement sera terminé :

### **Le secteur des transports**

---

La technologie 5G permettra l'émergence et le développement d'automobiles et d'installations de véhicule à véhicule ou de véhicule à infrastructure, a relevé Michele Pelino, pour qui "avoir une latence extrêmement faible pour ce genre de choses est absolument critique, sinon vous pourriez avoir un risque d'accident". L'émergence du véhicule à véhicule (V2V) et du véhicule à l'infrastructure (V2I) croît plus rapidement que prévu, a de son côté fait observer Christian Renaud. "Je pense que cette situation revient à l'histoire de l'oeuf et de la poule : quand la 5G sera vraiment là, nous constaterons cette explosion", a-t-il ajouté. "La 5G va atteindre sa vitesse de croisière et avoir une zone de couverture décente à peu près au même moment où tous les équipementiers automobiles ont annoncé qu'ils allaient lancer des systèmes d'assistance à la conduite actifs et avancés et beaucoup plus d'autonomie dans leurs voitures. Si l'infrastructure 5G est à leur disposition, vous obtiendrez une courbe d'adoption beaucoup plus rapide pour V2I", a également expliqué ce dernier.

### **Les métiers de la fabrication**

---

"Les cas d'utilisation de la fabrication 5G sont liés au concept critique de l'automatisation de l'usine, ou à différents processus qui doivent se dérouler dans des délais extrêmement serrés pour s'assurer que les revenus ne soient pas perdus", explique Michele Pelino. "Dans cette industrie, la 5G permettra également des capacités telles que l'inspection en temps réel de la production et la maintenance des chaînes d'assemblage", a pour sa part déclaré Christian Renaud.

### **L'industrie de la santé**

---

"Dans le domaine des soins de santé, la technologie 5G facilitera la téléchirurgie et la surveillance des patients à distance", relève Michele Pelino, "ce qui permettra aux médecins de dispenser des soins à distance". Pour elle, "le réseau pourrait aider les applications de réalité augmentée et de réalité virtuelle à devenir plus populaires dans les milieux de travail médicaux, ce qui pourrait permettre une plus grande formation des professionnels de la santé, ainsi que des travailleurs de terrain dans d'autres industries". "Les soins de santé ont généralement été à la traîne en ce qui concerne le déploiement de la technologie", fait pourtant remarquer Christian Renaud. "Mais maintenant, l'environnement réglementaire s'améliore, et nous avons vu des progrès dans des domaines comme la télémédecine que la 5G va aider", a-t-il toutefois nuancé.

### **L'énergie**

---

"Le pétrole, le gaz, l'électricité et d'autres infrastructures essentielles seront mieux connectés une fois que la 5G sera déployée", a indiqué Christian Renaud. "Ces industries ont beaucoup d'infrastructures qu'elles n'ont pas connectées dans le passé", a également relevé ce dernier. "Il peut être éloigné, il peut être prohibitif d'acheminer de l'Ethernet à une sous-station ou à une ligne de transmission située à des centaines de kilomètres de distance. Ces industries ont beaucoup à gagner de ces technologies". "Il permettra également de surveiller les tours de transmission à distance et d'améliorer la sécurité", a-t-il ajouté.

### **Les villes intelligentes**

---

Pour Michele Pelino, "la 5G améliorera tous les aspects des villes intelligentes, y compris les transports, les bâtiments intelligents et les compteurs intelligents". "C'est lié à ces incroyables capacités à faible latence où il faut vraiment savoir ce qui se passe dans l'infrastructure d'une ville ou d'un immeuble immédiatement ", a-t-elle ajouté.

"Parce que la 5G permet le découpage en tranches du réseau, les secteurs de la sécurité publique dans les villes peuvent également l'utiliser sans crainte de se faire concurrence pour l'accès à la bande passante", a dit M. Renaud. "C'est particulièrement important pour les services d'urgence", a-t-il ajouté.

## **4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie**

### **□ □THEME 4 - 1 : La « Jean Bart » rentre après quatre mois de mission dans le Golfe**

**Source, journal ou site Internet : Le Marin**

**Date 3 décembre 2019**

**Auteur : Alain Lepigeon**

**Adressé par François Jouannet**

Partie le 31 juillet de la base navale de Toulon, la frégate anti-aérienne Jean Bart est rentrée de mission le 2 décembre. Le navire, qui devait être initialement déployé en océan Indien et pousser jusque dans le golfe du Bengale, a finalement passé une bonne partie de son temps dans le golfe Persique. Ce changement de programme a notamment été motivé par la saisie par les Iraniens du pétrolier Stena Impero, battant pavillon britannique, qui a marqué le point de départ de fortes tensions dans le détroit d'Ormuz séparant le sultanat d'Oman et l'Iran. Le Jean Bart a contribué à la sécurisation des voies maritimes en patrouillant dans le Golfe, mais aussi dans le détroit de Bab El Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, fréquemment emprunté par des navires de commerce français ou affrétés par des compagnies françaises. Les 230 hommes à bord ont participé à l'opération Héraclès, destinée à lutter contre les trafics illicites qui financent le terrorisme. Ainsi, dans le cadre de la Combined task force (CTF) 150, et en relation avec la frégate britannique HMS Montrose, la Jean Bart a contribué à l'arraisonnement d'un boutre et à la saisie de 174 kg de drogue. La vocation anti-aérienne de la frégate a aussi permis « à la marine d'observer et comprendre les comportements de tous types d'aéronefs dans la zone », a déclaré le commandant du Jean Bart, le capitaine de vaisseau Rémi Jehanno. La frégate a également mené des exercices de coopération bilatérale avec les marines des pays riverains des zones traversées, notamment d'Égypte, du Qatar, des Émirats arabes unis et du sultanat d'Oman.

## □ □ THEME 4 - 2 : Le saviez-vous ? un nom à coucher dehors

Source, journal ou site Internet : [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)

Date : 4 décembre 2019

Auteur : Carine Bobbera - DICOD

Adressé par André Dulou

Le saviez-vous ? Derrière beaucoup de coutumes, usages, traditions et expressions militaires se cachent bien souvent des anecdotes insolites, amusantes ou historiques. Alors pour étoffer votre culture générale et briller le matin devant vos collègues à la machine à café, plongez-vous dans notre rubrique du mercredi. Aujourd'hui, vous allez découvrir l'origine de l'expression « *Un nom à coucher dehors* ». Maria Salomea Skłodowska. Tel est le nom de jeune fille de la célèbre physicienne, chimiste et femme politique Marie Curie. « *Un nom à coucher dehors* » nous direz-vous. Ce qui n'empêchait probablement pas la double prix Nobel de trouver une chambre d'hôtel. Pourtant, si elle avait été un grognard de la Grande Armée, elle aurait peut-être eu du mal à trouver le gîte pour la nuit ! En effet, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'armée napoléonienne recrutait à tour de bras des soldats venant de la campagne mais aussi de pays étrangers. Extrêmement mobiles et parcourant toute l'Europe, les troupes rencontraient parfois des difficultés pour se loger. Lorsqu'elles s'arrêtaient dans des villes où il n'y avait pas de caserne, les habitants avaient l'obligation d'offrir l'hospitalité aux hommes. Le maire établissait alors un billet de logement. Mais parfois, l'hôte refusait d'accueillir chez lui les militaires portant des noms étrangers : ils étaient soupçonnés d'être des espions ou des ennemis. Les malheureux étaient alors contraints de coucher dehors, d'où l'expression « *avoir un nom à coucher dehors avec un billet de logement* ». Au fil des années, elle fut raccourcie jusqu'à devenir « *un nom à coucher dehors* ».

## □ □ THEME 4 - 3 : La cyberattaque d'Europol contre les sites jihadistes a perturbé des opérations du renseignement français

**Source, journal ou site Internet : OPEX 360**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : Laurent Lagneau**

**Adressé par André Dulou**

Le 25 novembre, l'Office européen de police [EUROPOL] se félicitait d'avoir mené à bien une cyberattaque massive ayant permis de désactiver 26.000 comptes, sites et canaux utilisés par la mouvance jihadiste pour faire sa propagande. Même l'agence Amaq, qui relaie les messages de l'État islamique [EI ou Daesh] avait été affectée. L'opération d'Europol, conduite avec le soutien du procureur fédéral belge, s'était notamment concentrée sur l'application de messagerie chiffrée Telegram, très prisée des jihadistes. Cela étant, elle n'a a priori pas eu de conséquence pour l'État islamique en Afrique de l'Ouest [ISWAP] puisque cette organisation a utilisé, trois jours plus tard, Telegram pour diffuser un communiqué revendiquant la collision des deux hélicoptères qui coûta la vie à 13 militaires français, au Mali. Quoiqu'il en soit, selon une information d'Europe 1, cette cyberattaque d'Europol, qui a pourtant été menée en coordination avec 12 États membres et le concours de 9 fournisseurs de services en ligne [dont Telegram], aurait perturbé les actions du renseignement français. Voire anéanti des mois de travail. En effet, l'opération d'Europol a désactivé plusieurs comptes infiltrés utilisés par les agents français, notamment ceux de la Direction générale de la sécurité intérieure [DGSJ], afin d'avoir un œil sur les activités jihadistes. « Un rouleau compresseur, une action digne d'un éléphant dans un magasin de porcelaine », a commenté un membre de la communauté du renseignement auprès d'Europe1. En outre, et alors que les services français avaient réussi à « percer » les codes de chiffrement utilisés par Telegram [l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale avait ainsi développé le logiciel « Telegram Decoder », permettant d'extraire des messages échangés via cette application, ndlr], les jihadistes ont « migré » vers d'autres services, comme Hoop, Riotchat ou la messagerie russe TamTam. Ce qui complique encore le travail de suivi des militants de Daesh que les agents français ont dans le collimateur. Et certains d'entre-eux se trouvent encore en zone irako-syrienne. « Ils ont donné un coup de pied dans la fourmilière, maintenant il y a des fourmis partout », a résumé une source « proche du dossier » sollicitée par Europe1. Infiltrer les comptes jihadistes sur les réseaux sociaux permet, par exemple, de mener des actions d'intoxication, comme l'avait récemment expliqué le directeur de l'Australian Signals Directorate [ASD], chargé de mener la lutte informatique offensive contre Daesh. Ainsi, l'une des opérations conduite par le service australien consistait à se faire passer pour un combattant aguerri de l'organisation terroriste pour entrer en contact avec des candidats au jihad. Et glaner ainsi des renseignements.

## □ □ THEME 4 - 4 : **Barkhane : la force Barkhane fournit 60 motos aux forces armées maliennes**

**Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : EMA**

**Adressé par André Dulou**

Dans le cadre du projet d'équipement des forces armées maliennes, la force Barkhane a reçu 60 motos, 120 pneus, 60 casques, 60 cadenas, 2 compresseurs et de l'outillage qui seront transmis dans les prochains jours à l'armée malienne. L'Etat-major général des Armées et la force Barkhane travaillent de concert depuis plusieurs mois à ce projet d'équipement d'unités maliennes spécifiques, projet qui a fait l'objet d'une validation formelle le 7 octobre dernier

entre le chef d'Etat-major des Armées maliennes et le représentant de Barkhane au Mali. Dans ce cadre, la France finance un certain nombre d'équipements, en particulier des motos, destinées à équiper les forces armées maliennes. Barkhane assure le transport aérien de ces équipements depuis Bamako vers les théâtres d'opérations : ainsi, le 2 décembre, les premières motos ont été embarquées à l'aéroport Modibo Keita. Les 60 motos ainsi que l'équipement associé se trouvent désormais à Gao et seront prochainement donnés aux forces armées maliennes. Ces motos permettront aux FAMA de gagner en mobilité et de renforcer leur lutte contre les groupes armés terroristes. D'autres moyens seront donnés aux forces armées maliennes dans les prochains mois pour persévérer dans ce sens. *Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace*

## 5/ ZONES DE CONFLITS

### □ □THEME 5 - 1 : [Au Mali, un groupe armée prône la « fusion » de tous les mouvements politico-militaires du nord](#)

**Source, journal ou site Internet : Le Monde**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : avec AFP**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) s'inscrit dans la ligne défendue également par le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Un des groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015 au Mali, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), a prôné mardi 3 décembre la « fusion » des différents groupes qui représentent le nord du pays, emboîtant le pas à une autre composante importante de l'ancienne rébellion à dominante touareg. Réunis en congrès à Kidal (nord-est) depuis le 30 novembre, les membres du MNLA, à tendance indépendantiste, ont appelé dans leur déclaration finale à la « fusion dans les meilleurs délais de tous les mouvements composant la CMA », la Coordination des mouvements de l'Azawad, « au sein d'une seule organisation politico-militaire ». Selon ce document reçu à Bamako, le MNLA s'inscrit dans la ligne défendue également à Kidal fin octobre par une autre branche de la Coordination, le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), à tendance autonomiste. « Nous lançons ici un appel à la CMA et à tous les autres mouvements partageant les mêmes idéaux pour fusionner en un seul mouvement politique capable de prendre en charge les préoccupations des populations de l'Azawad [terme utilisé par la rébellion pour désigner le nord du Mali] dans le cadre de la construction nationale », avait déclaré le chef du Haut Conseil, Alghabass Ag Intalla.

« L'Etat malien doit revenir à Kidal »

Kidal fait partie des vastes zones du Mali qui échappent de facto à l'autorité de l'Etat. Prise en 2012 par les rebelles djihadistes, elle est aujourd'hui, malgré la présence de bases française et des forces onusiennes, sous le contrôle d'anciens rebelles touareg qui se sont soulevés contre le pouvoir central en 2012 avant de signer un accord de paix à Alger en 2015. Le président du

Niger, Mahamadou Issoufou, s'est entretenu à Niamey la semaine dernière avec des chefs touareg de la région de Kidal, qu'il avait récemment accusés d'être « *une menace* » pour la stabilité du Sahel, selon des sources concordantes. Ses entretiens avec notamment une délégation de la CMA avaient « *permis de mettre fin au "petit malheureux incident" qui est désormais "clos"* », selon un membre de la délégation touareg cité par le site nigérien *ActuNiger*. Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a pour sa part appelé le 27 novembre le Mali et le Burkina Faso à agir davantage au plan politique pour rétablir la stabilité sur les territoires secoués par les violences djihadistes et intercommunautaires, réclamant notamment que « *l'Etat malien revienne à Kidal* ».

## □ □ THEME 5 - 2 : Iran : la réalité de la répression se précise

Source, journal ou site Internet : RFI

Date 4 décembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Des vidéos des forces de sécurité iraniennes tirant à bout portant sur des manifestants désarmés ou des corps ensanglantés jonchant le sol émergent chaque jour avec le retour progressif d'internet en Iran. Déclenchées le 15 novembre par l'annonce d'une hausse du prix de l'essence, les manifestations, violentes par endroits, ont été durement réprimées. Au moins « 208 personnes » ont été tuées dans la répression, a affirmé lundi Amnesty International, précisant que le « *bilan réel* » est même « *vraisemblablement supérieur* ». Les autorités iraniennes ont qualifié de « *mensonges absolus* » ces bilans, ne confirmant la mort que de cinq personnes, quatre membres des forces de l'ordre tués par des « *émeutiers* » et un civil. L'une des villes où la répression était, selon de nombreux témoignages, féroce est Mahshar, située dans la province de Khuzestan, dans le sud-ouest du pays. Dans son édition de dimanche 1er décembre, le *New York Times* indiquait qu'environ 50 personnes avaient été tuées dans cette ville entre le 16 et le 20 novembre.

« Des mitrailleuses lourdes soviétiques Doushka »

Le groupe des enquêteurs du site d'information Iran Wire, basé aux États-Unis, a été le premier à mener une enquête fouillée auprès de sept sources sur place. Cette enquête publiée sur ce site a été dirigée par Shahed Alavi. Il confirme à RFI les informations publiées par le *New York Times*. « *Notre enquête est basée sur des déclarations de sept différentes sources avec lesquelles je me suis entretenu, détaille Shahed Alavi. Il en ressort qu'à Mahshar et ses banlieues, Koureh et Jarrahi, la population, qui pour la plupart est d'origine arabe, s'est rassemblée et a bloqué les routes, notamment celles qui mènent à l'installation pétrochimique. Nous avons de nombreux témoignages indiquant que ces blocages n'entraînaient pas de difficultés pour les usagers ; les employés des installations pétrochimiques nous ont confirmé qu'ils avaient pu se rendre sur les lieux de leur travail, sans être gênés par les protestataires. Contrairement à ce que les autorités prétendent, notre enquête montre que ces personnes étaient fermes dans leurs revendications, mais aucunement des émeutiers. Elles ont été réprimées avec violence et, sans que nous puissions savoir pourquoi, on a utilisé contre elles des mitrailleuses lourdes soviétiques Doushka et des mitraillettes. Il est difficile d'avancer avec certitude un chiffre, mais il semble que dans cette ville une cinquantaine de personnes aient perdu leur vie, mais ce bilan n'est pas définitif.* »

## THEME 5 - 3 : Burkina Faso : cette si inquiétante prolifération de groupes djihadistes

Source, journal ou site Internet : Le Point Afrique

Date : 2 décembre 2019

Auteur : Mamadou Savadogo

Adressé par André Dulou

Le Burkina Faso, qui avait échappé jusque-là à l'instabilité régionale causée par la chute du régime libyen en 2011, a vu sa résilience s'effriter progressivement par les soubresauts politiques connus par le pays à la suite de l'insurrection populaire de l'automne 2014. Depuis cette période, le Burkina Faso présente un environnement sécuritaire précaire, soumis à des périls divers. Depuis 2016, le pays est ainsi menacé par des groupes djihadistes venus du Mali et qui ont trouvé dans la région du Sahel burkinabè un terreau propice pour se développer. Progressivement, le djihadisme est devenu endogène, incarné par certaines figures burkinabè comme l'imam Malam Dicko. Si ces groupes djihadistes utilisent toujours le Mali comme base arrière, ils s'appuient de fait, en grande majorité, sur des citoyens du Burkina Faso. Certains opéraient au Mali depuis 2012 dans les rangs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et Ansar Dine à Tombouctou, ou dans les rangs du Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) dans le Gourma et dans le cercle d'Ansongo. Ils ont réorienté leurs actions sur le Burkina Faso à partir de 2016. D'autres, nouvellement engagés dans la nébuleuse djihadiste, ont été recrutés sur la base de facteurs proprement locaux – qu'ils soient sociaux, religieux, économiques ou politiques.

### Une forte expansion géographique

Si la région du Sahel reste un sanctuaire pour les groupes djihadistes évoluant au Burkina, ils n'ont eu de cesse de changer de stratégies en s'adaptant à l'évolution de la situation, et d'y étendre leurs attaques d'ouest en est en prenant le soin de faire à chaque fois la jonction entre les différentes zones : dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun depuis 2017, et jusqu'à la région de l'est du pays depuis le printemps 2018. Mais, depuis le début de l'année 2019, les régions qui concentrent les plus grands nombres d'attaques sont le centre-nord et le Sahel. Leur zone d'action a changé et s'est donc énormément étendue, de façon progressive et méthodique. L'année 2019 semble être une phase de consolidation des zones occupées avec une forte pression et un harcèlement régulier et intense sur toutes les provinces du Sahel, et particulièrement celle autour de la région du centre-nord qui semble être désormais leur cible privilégiée. Cet enchaînement bien orchestré et méthodique pourrait laisser croire qu'une stratégie bien élaborée a été mise en place et qu'un agenda et/ou un plan seraient en train d'être déroulés sans encombre. Car la réponse des autorités paraît inadaptée devant un ennemi qui semble être chaque fois en avance et disposer d'une capacité d'anticipation sur les stratégies mises en place par l'État.

### Focalisation sur les zones rurales

Le mode de conquête des groupes terroristes semble être focalisé sur les zones rurales, là où l'absence de l'État est marquée, mais aussi paradoxalement par sa présence. Les populations délaissées par le pouvoir central se sont retrouvées face à des groupes extrémistes, ces derniers pouvant distiller leurs discours radicaux au sein des communautés d'autant plus facilement qu'aucune autorité n'était présente pour déconstruire leurs discours. Ce qui a permis d'accentuer davantage cette mauvaise perception que les populations ont de l'État. À l'inverse, donc, sa présence a parfois contribué à faire basculer la population du côté des groupes extrémistes, celui-ci étant perçu dans certaines zones comme l'entité qui réduit les opportunités des

populations rurales au profit des populations urbaines (vente des terres, des réserves, industrialisation du secteur minier aux dépens de l'exploitation artisanale). Une telle situation a été très bien exploitée par les groupes extrémistes pour s'implanter. Ils ont ainsi créé des sanctuaires là où l'État a produit de la violence. La particularité des groupes extrémistes au Burkina, c'est qu'ils ne s'installent pas dans les zones qu'ils ont conquises. Ils ont adopté un style de gouvernance à distance aidée par l'absence de l'État en profitant de la faiblesse du maillage sécuritaire.

Un recrutement de plus en plus local

À l'origine, les combattants des groupes terroristes au Burkina étaient majoritairement exogènes et les recrutements se faisaient en dehors des frontières burkinabè. Les premières attaques sur la capitale Ouagadougou ont été revendiquées en janvier 2016 par Aqmi.

## □ □ THEME 5 - 4 : Selon des experts onusiens indépendants, la situation sécuritaire a atteint un seuil critique au Mali

Source, journal ou site Internet : Liberté

Date : 4 décembre 2019

Auteur : Lyès Menacer

Adressé par André Dulou

L'armée malienne a payé un lourd tribut depuis le début de la crise en 2012. Dépourvus de moyens et d'expérience, les soldats maliens ont péri par dizaines ces deux derniers mois face à des groupes terroristes très organisés et lourdement équipés.

Des experts indépendants engagés par l'Organisation des Nations unies au Mali ont fait part de leur inquiétude face à la situation sécuritaire dans ce pays du Sahel qui a atteint, selon eux, un "seuil critique", alors que des soldats maliens continuent d'être victimes d'attaques régulières et d'attentats aux mines artisanales. "Je suis gravement préoccupé par la dégradation continue de la situation générale en matière de sécurité, qui a maintenant atteint un seuil critique", a déclaré Alioune Tine, expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali, dans un communiqué de presse. "Il est temps de reconnaître l'inadéquation des réponses actuelles en matière de sécurité pour que le Mali puisse adopter des solutions de rechange plus appropriées dès que possible. L'échec prolongé et le manque de présence des institutions de l'État dans de nombreuses régions, ainsi que le climat politique, économique et social désastreux suscitent de plus en plus de frustration et de ressentiment parmi la population", a-t-il ajouté, confirmant ainsi la tendance signalée par d'autres experts et les services de renseignements de certains pays concernant l'aggravation de la situation. Après dix jours passés au Mali, les experts onusiens ont fait un constat sans appel sur la situation dans ce pays, notamment dans les régions du centre, frontalières avec le Niger et le Burkina Faso, eux aussi affectés par l'instabilité sécuritaire ces deux dernières années. "Les civils dans de nombreuses régions, en particulier dans les zones centrales de Mopti, sont victimes de violations des droits humains fondamentaux, notamment le droit à la vie, alors que l'État s'affaiblit de plus en plus face aux attaques de plus en plus violentes et meurtrières des groupes terroristes qui déstabilisent le pays et sapent le moral des troupes", a-t-il affirmé, avertissant que "si cette tendance se poursuit, elle deviendra la menace la plus sérieuse pour la paix régionale et internationale". Il explique "l'aggravation de la violence, des vols, des viols et des enlèvements à Tombouctou" et déclare qu'"une recrudescence de la criminalité transnationale menaçait la cohésion sociale et restait impunie". Le retard pris dans la mise en œuvre de l'Accord de paix



et de réconciliation demeure la clé de cet état de fait, auquel sont exposés des civils démunis dans le centre et le nord du Mali, selon toujours ce rapport. “Toutes les personnes rencontrées ont déploré la lenteur avec laquelle l'accord de paix était mis en œuvre”, a rappelé M. Tine. “Il est maintenant urgent de créer les conditions de son succès, notamment en s'assurant que tous les mécanismes sont en place et fonctionnent correctement, en promouvant la transparence et la bonne foi, en veillant à ce que l'État fonctionne dans tout le pays et en trouvant des moyens concrets de lutter contre le terrorisme.” Ce n'est pas la première fois qu'un tel constat est fait sur la situation au Mali. Mais la réponse des autorités de Bamako et leurs partenaires régionaux ou internationaux demeure en deçà des attentes des populations locales et des défis à relever.

## **6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :**

### **□ □ THEME 6 - 1 : Taxe GAFA, OTAN : le rendez-vous manqué entre la France et les Etats-Unis**

**Source, journal ou site Internet : Figarovox**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Nicolas Goetzmann**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

FIGAROVOX/ENTRETIEN - L'administration américaine a décidé de lever des taxes supplémentaires sur les produits français, et le même jour, Donald Trump a réagi vivement aux propos d'Emmanuel Macron sur l'OTAN. Pour Nicolas Goetzmann, l'opposition systématique à Washington est un mauvais calcul pour la France.

Nicolas Goetzmann est responsable de la recherche et de la stratégie macroéconomique à la Financière de la Cité.

FIGAROVOX.- L'annonce de nouvelles taxes américaines sur les produits français de luxe (cosmétiques, champagne, sacs à main...) était-elle prévisible?

Nicolas GOETZMANN.- Il faut déjà se placer dans un contexte commercial global entre les États-Unis et l'Union européenne. En 2018, le déficit commercial américain vis-à-vis de l'Union a atteint 114 milliards de dollars. Pour les six premiers mois de l'année 2019, ce déficit s'est encore accentué de plus de 18 %. On peut d'ores et déjà constater que la croissance américaine porte les exportations européennes alors que la faible croissance européenne ne permet pas de rendre la pareille, c'est ce qui explique ce déséquilibre en défaveur des États-Unis. Concernant la France, notre pays affiche également un excédent commercial sur les États-Unis, et celui s'est affiché en hausse de près de 50 % sur les six premiers mois de 2019, selon les données du BEA (Bureau of Economic Analysis). Ce manque de réciprocité européen est à l'origine du principal contentieux entre l'UE et les États-Unis. Ensuite, il faut également se placer sur le terrain fiscal. Et là, nous pouvons constater que les entreprises américaines ont une large tendance à utiliser les pays de la zone euro pour leurs montages fiscaux, et ainsi échapper au fisc américain. Ici, ce sont l'Irlande, les Pays Bas ou encore le Luxembourg qui sont en cause. Il y a des centaines de milliards de dollars en jeu.

Ainsi, lorsque Donald Trump déclare que l'Union européenne se comporte de manière injuste vis-à-vis des États-Unis, il ne suffit pas de s'offusquer, il faut comprendre qu'il s'agit tout de même d'une réalité. Commerciale d'abord, et fiscale ensuite.

La décision française de taxer, seule, les GAFA, est déroutante.

Concernant la taxe GAFA, le déroulé de l'initiative française est déroutant. Il est vrai que les Européens ont été les premiers à souhaiter taxer ces entreprises digitales qui parviennent à optimiser leurs situations, tandis que l'administration Obama s'y refusait. Or, au lendemain de la baisse de la fiscalité décidée par Donald Trump au début de son mandat, l'administration américaine a pu faire part de sa déception quant au rapatriement sur le sol américain des profits localisés à l'étranger (en Irlande par exemple). C'est ce qui a été à l'origine de l'accord donné par les États-Unis aux instances de l'OCDE, en 2017, à la mise en place d'une réflexion pour imposer une refonte de la fiscalité mondiale permettant de toucher l'ensemble des multinationales. Ce qui a été vécu comme une grande victoire par l'OCDE, à juste titre. Pourtant, c'est à ce moment précis que la France a souhaité faire cavalier seul pour imposer les seuls GAFA, c'est-à-dire les seules entreprises américaines. C'est une décision difficile à expliquer alors que le moment était favorable à un accord global. La réponse du USTR (représentant au commerce des États-Unis) Robert Lighthizer a été de mener une enquête sur les effets de la taxe française et dont les conclusions sont que les entreprises américaines sont discriminées, alors que les entreprises françaises du même secteur seraient globalement épargnées par cette taxe. La réponse apportée par le USTR est une proposition de taxer des produits français à hauteur de 2,4 milliards d'euros en guise de représailles. Au regard du contexte général de déséquilibre entre l'Union européenne et les États-Unis, la décision française a pu apparaître comme franchement déplacée. Il est trop facile de voir l'UE comme une victime.

L'argumentation de l'administration Trump est donc recevable?

Il s'agit du fondement même de cette proposition. L'enquête a été ouverte par le USTR sur la base de la mise en place de la taxe française, et les sanctions tarifaires sont une réponse apportée à ce qui a été jugé contradictoire avec les principes de la fiscalité internationale par l'administration. Il existe un risque réel, pour les pays européens, de perdre des revenus fiscaux.

Les négociations de l'OCDE sur la taxation des géants du numérique ont-elles encore une chance d'aboutir?

Bruno Le Maire accuse désormais les États-Unis de faire machine arrière concernant l'accord fiscal attendu pour 2020, dans le cadre de l'OCDE. Ce qu'aucune déclaration américaine ne vient confirmer pour le moment. L'accord aboutira si les États-Unis continuent de soutenir son avancée, ce qui a été le cas jusqu'à présent. On peut quand même s'interroger sur les positions européennes sur ce dossier, tout en rappelant que certains pays de la zone euro sont les principales places visées, mais également qu'il existe un risque réel, pour les pays européens, de perdre des revenus fiscaux avec un tel changement. Si les entreprises sont taxées au lieu de consommation, cela signifie que les zones qui produisent plus qu'elles ne consomment (l'Europe par exemple) vont perdre une part de leurs ressources fiscales.

Ce 3 décembre, en préalable au sommet de l'OTAN, Donald Trump a une nouvelle fois critiqué la décision française. Faut-il y voir un moyen de pression dans les relations franco-américaines?

Cela a toujours été la méthode de négociation de Donald Trump. Plus généralement, on peut véritablement parler d'occasion ratée sur les rapports entre France et États-Unis. Lors de son élection, Emmanuel Macron a d'abord fait le pari de l'Allemagne: en faisant des «réformes» en France, Emmanuel Macron pensait pouvoir rassurer et convaincre de «changer l'Europe». Cette tentative n'a pas été un succès. Désormais, Emmanuel Macron tente une nouvelle approche (phase 2) en se faisant plus dur avec Berlin mais en proposant un rapprochement avec Moscou, ou en tentant une approche radicale concernant l'OTAN, et ce, toujours dans le but de «changer l'Europe». Il est probable que cette stratégie n'aboutira pas plus que la première. L'impensé

d'Emmanuel Macron est que les États-Unis auraient pu être un allié décisif dans son projet. Malheureusement - et cela s'est également vu dans son approche de la question iranienne - Emmanuel Macron a plutôt fait le choix de s'opposer à Washington, par posture.

Le Président français aurait pu s'appuyer sur Donald Trump pour favoriser une véritable relance européenne

Le Président français aurait pu s'appuyer sur Donald Trump pour favoriser une véritable relance européenne, il s'agissait d'exercer une pression commune, intérieure avec la France et extérieure avec les États-Unis, pour convaincre Berlin de la nécessité de modifier la stratégie économique européenne. Il ne s'agissait pas de s'aligner sur les positions de Washington par principe, mais simplement de reconnaître que les intérêts des deux pays étaient particulièrement liés à ce moment précis. Un tel rapprochement aurait également permis de voir les Européens prendre une position plus «constructive» concernant la Chine. Ce que même le BDI (le Medef allemand) souhaitait dans une note qui date du début de cette année et qui qualifiait la Chine de rival systémique, mots qui ont été repris par la Commission européenne elle-même.

## □ □ THEME 6 - 2 : Femmes et familles : grands perdants de la réforme des retraites

**Source, journal ou site Internet : Politique**

**Date 3 décembre 2019 ( 26 novembre)**

**Auteur : Léo Kersauzie**

**Adressé par François Jouannet**

L'étude de l'Institut de la Protection Sociale rendue publique ce matin révèle la catastrophe du projet du gouvernement pour les familles qui doit impérativement revoir sa copie. Pour La Manif Pour Tous, il faut au contraire soutenir la famille et encourager les familles nombreuses : ce sont bien les enfants des générations à venir qui assureront les retraites de demain. « Sans enfant aujourd'hui, pas de retraite demain ». Cette formule résume parfaitement le principe de nos retraites par répartition et la solidarité qui la fonde. Ce sont les cotisations des actifs qui permettent le versement des pensions des retraités. L'avenir de notre système de retraite repose donc sur les actifs de demain qui sont les enfants d'aujourd'hui. Les familles, et en particulier les familles nombreuses, jouent un rôle social majeur pour l'ensemble de la société. C'est précisément ce qui justifie certaines mesures comme l'équivalence du nombre de trimestres par enfant (8) et la majoration de pension de 10% pour les deux parents à partir du 3e enfant, le seuil de renouvellement des générations étant de 2,1 enfants par famille. Pourquoi le gouvernement veut-il supprimer ces mesures et les remplacer par d'autres, moins avantageuses et accessibles dès le 1er enfant ? C'est un véritable contre-sens économique et social. Au lieu d'envoyer un signal fort en direction des familles pour souligner leur contribution à la durabilité de notre système de retraite et de notre modèle social, le gouvernement envisage de porter un nouveau coup aux familles. Le plafonnement et la fiscalisation de la majoration de pension pour ceux qui ont élevé 3 enfants ou plus, la baisse du quotient familial et la fin de l'universalité des allocations familiales sous le quinquennat de François Hollande étaient déjà injustes. A revenus égaux, la différence de traitement fiscal entre un foyer avec ou sans enfant est en train de disparaître. La société ne reconnaît plus les efforts des parents et l'apport des familles nombreuses. Elle omet aussi le fait que les familles sont moins en mesure que les autres d'épargner pour tenter de compléter elles-mêmes leur retraite. C'est une injustice intolérable. Concrètement, l'étude de l'Institut de la Protection Sociale fait froid dans le dos. Dans une famille où les deux parents ont un salaire annuel de 15.000 euros et 120 trimestres de

cotisations, la perte serait de près de 1000 euros par an (944 €). Elle serait de plus de 2500 € avec un salaire annuel de 40.000 euros pour chaque parent.

## □ □ THEME 6 - 3 : Chine : les navires de l'US Navy interdits d'escale à Hong Kong

Source, journal ou site Internet : Le Marin

Date : 3 décembre 2019

Auteur : Kévin Storme

Adressé par François Jouannet

Pékin a annoncé, le lundi 2 décembre, la suspension immédiate des escales de navires militaires américains à Hong Kong. « Récemment, au mépris de l'opposition chinoise, les États-Unis ont promulgué la loi sur les droits de l'homme et la démocratie à Hong Kong, a annoncé Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Le gouvernement chinois décide de suspendre les demandes de visites de récupération des navires et avions militaires américains à Hong Kong à partir d'aujourd'hui. » Cette déclaration fait suite à la promulgation, fin novembre par Donald Trump, d'une loi visant à soutenir les manifestants prodémocratie dans l'ancienne colonie britannique, en proie, depuis plusieurs mois, à des mobilisations massives contre le régime de Pékin. Les protestataires s'insurgent contre un amendement qui permettrait à l'empire du Milieu d'intervenir dans le système juridique indépendant de Hong Kong, acquis lors de la rétrocession à la Chine par le Royaume-Uni en 1997. Cette « exception » permet notamment d'y maintenir un système capitaliste jusqu'en 2047.

« Ça ne change pas grand-chose »

« Opérationnellement, d'un point de vue militaire, ça ne change pas grand-chose pour les États-Unis », a relativisé Michael Raska, spécialiste des questions de défense à l'université technologique Nanyang à Singapour, interrogé par l'AFP. En août, le gouvernement de Xi Jinping avait déjà refusé l'accès au territoire hongkongais à deux navires militaires américains : l'USS Lake Erie et l'USS Green Bay. Traditionnellement, les navires américains avaient l'habitude de mouiller dans le port de Hong Kong pour permettre à ses marins de « récupérer ». Outre l'US navy, Pékin a également annoncé « des sanctions aux ONG qui se sont mal comportées ». Human rights watch et Freedom house pourraient notamment être visées.

## □ □ THEME 6 - 4 : Destitution : l'enquête a rassemblé des « preuves accablantes » contre Trump

Source, journal ou site Internet : Le figaro

Date : 4 décembre 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

Le rapport officiel de la commission parlementaire est désormais capable de démontrer la « conduite inappropriée » du président républicain. L'enquête en destitution contre Donald Trump a rassemblé des « preuves accablantes » de « conduite inappropriée » du président républicain, selon le rapport officiel de la commission parlementaire qui a supervisé les investigations. « L'enquête en destitution a montré que le président Trump, personnellement et par l'entremise d'agents dans et en dehors du gouvernement, a sollicité l'ingérence d'un pays

*étranger, l'Ukraine, pour favoriser sa campagne de réélection», selon ce rapport de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, à majorité démocrate. «Le président a placé ses intérêts personnels et politiques au-dessus des intérêts nationaux, a cherché à miner l'intégrité du processus électoral américain et mis en danger la sécurité nationale», ajoutent les auteurs de ce rapport de 300 pages, qui doit servir de base à la rédaction des chefs d'accusation contre le président. «Les pères fondateurs ont prescrit un remède quand un chef de l'exécutif place ses intérêts personnels au-dessus de ceux du pays: la destitution», ajoutent-ils. La Maison Blanche a immédiatement réfuté cette analyse. «L'imposture» de l'enquête en destitution n'a produit «aucune preuve» contre Donald Trump, a déclaré la porte-parole de l'exécutif Stephanie Grisham. «Ce rapport ne reflète rien d'autre que les frustrations» des démocrates, il «se lit comme les divagations d'un blogueur de bas étage qui s'évertue à prouver quelque chose quand il n'y a clairement rien», a-t-elle ajouté.*

#### Aide militaire et entrave des investigations

---

Le milliardaire new-yorkais est dans la tourmente parce qu'il a demandé lors d'un appel estival à son homologue ukrainien d'enquêter sur le démocrate Joe Biden, un de ses adversaires potentiels à la présidentielle de 2020. Pendant deux mois, la commission du renseignement de la Chambre a mené l'enquête pour déterminer s'il avait abusé de ses pouvoirs pour forcer la main à Kiev, notamment en gelant une aide de près de 400 millions de dollars destinée à ce pays en guerre avec la Russie. Selon son rapport, il existe des «preuves accablantes» sur deux sujets: «le président a conditionné une invitation à la Maison Blanche et une aide militaire à l'Ukraine à l'annonce d'enquêtes favorables à sa campagne» et il a «entravé» les investigations. Selon ce document, «aucun président n'a bafoué à ce point la Constitution et le pouvoir de supervision du Congrès». Le rapport doit être adopté dans la soirée par la commission du renseignement puis transmis à la commission judiciaire, qui entamera mercredi le débat juridique pour déterminer si les faits reprochés au président justifient une mise en accusation formelle.

## 7/ SECURITE INTERIEURE

### □ □THEME 7 - 1 : Vers la refonte des cartes d'identité, bientôt dotées d'un nouveau format et d'une puce

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 2 décembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Le gouvernement planche actuellement sur un refonte du format et du dispositif des cartes d'identité françaises. Comme l'a relevé ce lundi le site d'information NextINpact, le ministère de l'Intérieur a confirmé qu'une nouvelle version de ce document d'identification devrait bientôt voir le jour en vertu d'un règlement européen conçu pour harmoniser les cartes d'identité des pays membres de l'UE. Interrogée par le sénateur Les Républicains de Haute-Savoie Cyril Pellevat, la Place Beauvau a confirmé le projet, sans toutefois communiquer plus avant sur la date de lancement effectif de la nouvelle carte d'identité, qui sera dotée d'un nouveau format de type carte de crédit. Finies les cartes d'identité aux bords gâtés par l'usure. Un règlement européen adopté le 20 juin dernier prévoit en effet "la mise en place dans les États membres d'une carte nationale d'identité en format carte de crédit (ID-1)". Cette nouvelle carte d'identité "devra également inclure une photographie et deux empreintes digitales du titulaire de la carte,

stockées à un format numérique, sur une puce sans contact", a fait savoir le gouvernement, qui a inscrit la diffusion du nouveau document dans le cadre plus large d'une harmonisation des documents d'identité au niveau des pays membres de l'UE.

### **Une carte lancée à compter de l'été 2021**

---

S'il ne précise pas de date de lancement effectif de la nouvelle carte, le ministère de l'Intérieur a précisé que ce nouveau règlement européen sera applicable à partir du 2 août 2021.

"Actuellement, les niveaux de sécurité des cartes nationales d'identité délivrées par les États membres et des titres de séjour des ressortissants de l'Union européenne résidant dans un autre État membre et des membres de leur famille varient considérablement, ce qui accroît le risque de falsification et de fraude documentaire et entraîne des difficultés pratiques pour les citoyens lorsqu'ils cherchent à exercer leur droit à la libre circulation", a relevé le ministère de l'Intérieur dans une réponse aux questions du sénateur publiée en fin de semaine dernière au Journal Officiel. Rappelons que l'Allemagne est d'ores et déjà dotée d'une carte d'identité biométrique. Si celle-ci est présumée plus sécurisée que les cartes d'identité classique, des failles existent également dans ce dispositif. Des chercheurs en sécurité ont ainsi découvert en 2018 une vulnérabilité dans le système de cartes à identité électronique (eID) utilisé par Berlin.

La vulnérabilité, lorsqu'elle est exploitée, permet à un attaquant de duper un service web et d'usurper l'identité d'un autre citoyen allemand lors de l'utilisation de l'option d'authentification eID.

### **THEME 7 - 2 : Policiers brûlés à Viry-Châtillon : verdict attendu pour les 13 accusés**

**Source, journal ou site Internet : Le Figaro**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : avec AFP**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Le 8 octobre 2016, une bande de jeunes avait gravement blessé des policiers en jetant des cocktails Molotov dans leurs voitures. Le procès s'est ouvert le 15 octobre. L'attaque avait provoqué une onde de choc dans les rangs de la police. Les 13 jeunes jugés depuis un mois et demi à huis clos à Evry (Essonne) dans l'affaire des quatre policiers brûlés au cocktail Molotov à Viry-Châtillon en 2016 sont fixés mercredi 4 décembre sur leur sort. Jugés par la cour d'assises de l'Essonne pour tentative de meurtre sur personnes dépositaires de l'autorité publique, ces jeunes, aujourd'hui âgés de 19 à 24 ans, encourrent la réclusion criminelle à perpétuité. Parce que trois d'entre eux étaient mineurs en 2016, le procès, qui s'est ouvert le 15 octobre sous haute protection policière, s'est tenu à huis clos.

#### **Deux voitures de police prises d'assaut**

---

Le 8 octobre 2016, deux voitures de police stationnées à proximité de la Grande Borne, considérée comme l'une des cités les plus sensibles d'Île-de-France, sont prises d'assaut par une vingtaine de jeunes. En quelques secondes, ils parviennent à briser les vitres et jettent dans l'habitacle des cocktails Molotov. Dans une première voiture, les deux sièges avant s'enflamment. Un adjoint de sécurité, aujourd'hui 31 ans, et une gardienne de la paix, 42 ans, prennent feu. Le haut du corps en flammes, cette dernière parvient à s'extirper de la voiture, transformée en torche. «*J'ai des enfants, aidez-moi*», entendra l'un des suspects, qui confiera à une amie avoir ressenti «*un pincement au cœur*». Son collègue, lui, ne parvient pas tout de suite

à ouvrir la portière. A-t-elle été bloquée par un ou plusieurs accusés ? L'enquête ne l'a pas déterminé. Une fois dehors, l'adjoint de sécurité se roule par terre pour éteindre les flammes, puis sent une «*vive chaleur*» au niveau du visage - un autre cocktail Molotov, selon lui. Il sera admis à l'hôpital entre la vie et la mort, le corps brûlé à 25%. Dans l'autre voiture de police, les deux agents parviennent à sortir malgré le cocktail Molotov tombé sur la banquette arrière. Ils seront blessés plus légèrement. Pendant ce temps, les agresseurs, eux, repartent vers la Grande Borne.

Malaise face à «*la haine anti-flics*»

Il s'agit d'«*une attaque barbare, sauvage, qui était destinée à tuer*», avait réagi le ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Cazeneuve, promettant que les «*sauvageons*» seront «*rattrapés*». Des mots qui n'ont pas suffi à apaiser la colère de toute une profession. Pendant un mois, une série de manifestations eurent lieu dans toute la France avec à chaque fois des centaines de policiers dans la rue venus crier leur malaise face à «*la haine anti-flics*». Une émotion encore vive trois ans après une attaque qui a bouleversé le travail et le moral des policiers : «*Pour nous, ce n'est pas seulement le procès de quatre policiers gravement blessés mais aussi celui de la haine des policiers, une haine qui va jusqu'à la tentative de meurtre*», explique Guillaume Roux, secrétaire départemental du syndicat SGP Police.

Une enquête rendue difficile par «*la loi du silence*»

L'enquête a été longue et laborieuse. A l'image de ce chiffre : malgré les 1000 personnes entendues, les investigations n'ont pas permis de faire toute la lumière sur cette affaire, en raison de la «*loi du silence*», selon les enquêteurs. D'ailleurs, sur les 19 silhouettes qui apparaissaient sur les images captées par une caméra de surveillance, seuls 13 jeunes sont actuellement jugés. La plupart appartiennent à une même bande : celle de la «*S*» comme «*Serpente*», du nom de la rue où ils avaient l'habitude de se rassembler. Pour la défense, le dossier, fondé sur des «*témoignages anonymes, des rumeurs et des revirements*», demeure «*extrêmement fragile*». Pas pour les parties civiles dont l'un des avocats, Me Thibault de Montbrial, soutient que «*la volonté de tuer ne faisait aucun doute*». Comme lors de l'ouverture du procès, un important dispositif policier sera mis en place au tribunal d'Evry au moment du verdict pour éviter tout débordement. «*En solidarité*» avec leurs collègues, les syndicats de police Alliance et Unité SGP ont appelé à un rassemblement devant le tribunal, en début de soirée. Le verdict devrait être rendu dans la nuit de mercredi à jeudi.

## **8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT**

### **□ □ THEME 8 - 1 : COP 25 : le Parlement européen affiche son soutien au nucléaire**

**Source, journal ou site Internet : Revue générale nucléaire**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : Maruan Basic**

**Adressé par Jean-Noël Ferret**

La COP 25 s'ouvre cette semaine à Madrid. A cette occasion le parlement européen a voté une résolution pour exprimer sa position sur la question climatique. En parallèle du texte sur l'urgence climatique, les eurodéputés affirment, in extremis, le rôle de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le changement climatique. Le jeudi 28 novembre, les eurodéputés ont adopté deux résolutions essentielles sur la question climatique. La première, très courte, officialise la notion d'«*urgence climatique*». La seconde, plus conséquente, concerne la prochaine conférence sur le climat des nations unies (COP 25). Le Parlement européen vote une résolution

lorsqu'il souhaite faire connaître publiquement son opinion sur une question précise ou pour enjoindre une institution européenne ou des Etats membres d'agir dans un domaine particulier. Les eurodéputés ont donc planché pour dégager une position commune forte sur le réchauffement climatique. Parmi les sujets discutés, un paragraphe de la résolution sur la COP 25 concerne tout particulièrement l'énergie nucléaire. Tel que rédigé initialement, ce paragraphe visait à exclure l'énergie nucléaire des solutions pour le climat, rendant quasiment impossible l'atteinte des objectifs climatiques de l'Union Européenne.

Le nucléaire au cœur du système électrique européen

Actuellement, l'énergie nucléaire représente près de 50 % de l'électricité bas carbone en Europe[1]. Fin 2018, la communication de la Commission européenne sur sa « stratégie énergétique de long terme » confirme que le nucléaire sera, au côté des renouvelables, le pilier d'un système énergétique européen bas carbone à l'horizon 2050 avec une part d'énergie nucléaire d'environ 15 % du mix électrique européen et une capacité installée relativement stable à 110 GWe. De nombreux pays européens (France, République Tchèque, Finlande, Pologne...) ont choisi d'atteindre leurs objectifs climatiques, conformément aux objectifs fixés par l'UE, avec l'aide de l'énergie nucléaire. De leur côté, les experts du GIEC, montrent une augmentation de la part du nucléaire dans l'ensemble des quatre trajectoires du « résumé à l'intention des décideurs ». Une analyse confortée par l'Agence internationale de l'énergie qui a publié en mai 2019 un rapport sur le rôle de l'énergie nucléaire et par les propos de son directeur général, Fatih Birol : « Nous pensons que le nucléaire et le CCS sont aussi importants. Nous ne pouvons avoir le luxe de choisir notre technologie préférée ».

Une reconnaissance sur le fil

Les faits étant têtus, un parlementaire français, Christophe Grudler (Renew Europe), a ainsi proposé un amendement visant à réécrire le paragraphe sur l'énergie nucléaire comme suit : « [Le Parlement européen] estime que l'énergie nucléaire peut contribuer à atteindre les objectifs en matière de climat dès lors que c'est une énergie qui n'émet pas de gaz à effet de serre, et qu'elle peut également représenter une part non négligeable de la production électrique en Europe; considère néanmoins qu'en raison des déchets qu'elle génère, cette énergie nécessite une stratégie à moyen et long terme qui tienne compte des avancées technologiques (laser, fusion, etc.) visant à améliorer la durabilité du secteur; » Le paragraphe ainsi rédigé a été adopté d'une courte majorité dans la journée du 28 novembre (323 pour, 298 contre et 44 abstentions). A la suite de cet amendement, le groupe écologiste, qui avait voté majoritairement contre, s'est abstenu sur l'ensemble de la résolution. Accusé d'être un amendement « amplifiant » le nucléaire, celui-ci ne fait que remettre en cohérence les ambitions climatiques européennes avec le consensus des études internationales qui positionnent le nucléaire comme une des solutions à la lutte contre le réchauffement climatique aux côtés des énergies renouvelables.

Green New Deal, Taxonomie... le nucléaire toujours en discussionL'énergie nucléaire ne cessent d'animer les instances de l'Union européenne. Dans les semaines à venir, Bruxelles devra se positionner sur plusieurs textes d'envergures qui préfigureront la politique énergétique pour des années. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Layen, s'est engagée à présenter dans les 100 premiers jours de sa mandature un Green New Deal, soit les grandes lignes de sa politique environnementale. Dans cette configuration, le nucléaire devra avoir toute sa place. En effet, le nucléaire coche toutes les cases pour répondre aux enjeux environnementaux. En plus d'être une source bas carbone, il n'émet ni particules fines, ni SOx, ni Nox, il est donc un des remèdes contre la pollution de l'air. Avec une très faible empreinte au sol, il permet de produire beaucoup d'électricité tout en préservant espaces naturels et biodiversité. Enfin il est économe en ressources naturelles, que ce soit sur l'uranium ou sur beaucoup d'autres matières et minéraux, comme l'acier ou le béton. Dans le même temps, les gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (BEI) se sont engagés à ne plus financer les énergies fossiles après 2021[1] et continuent de permettre le financement de projets



nucléaires. Cette décision a d'ailleurs été qualifiée d'un « bon de géant » par le président de la BEI, Werner Hoyer. Pour Ursula von der Layen, la BEI doit même devenir une « banque du climat ». L'argent étant le nerf de la guerre, réussir à capter les investissements pour financer des projets bas carbone est essentiel. C'est là tout l'ambition du projet de label écologique européen, baptisé « taxonomie », en cours de discussion. Ce label, vise à orienter les investissements des marchés financiers vers des activités dites « durables ». Parmi les sujets de discorde, la place du nucléaire. Pour le moment le projet de taxonomie exclut l'énergie nucléaire comme étant une activité durable pouvant bénéficier du label. Néanmoins en septembre dernier, le Conseil de l'Union, à l'initiative de la France, a réintroduit le nucléaire dans le projet de taxonomie. Les discussions continuent et un accord est prévu entre les instances bruxelloises d'ici la fin de l'année L'énergie nucléaire n'a donc pas fini de faire parler d'elle, en attendant le réchauffement climatique se poursuit et menace d'immense pans de notre planète

## ☐☐THEME 8 - 2 : Trente jours d'opération de lutte anti-pollution en octobre

**Source, journal ou site Internet : Mer et marine**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : Gaël Cogné**

**Adressé par François Jouannet**

La France a participé pendant tout le mois d'octobre, avec 60 pays, à une opération de lutte contre les pollutions intentionnelles baptisée 30 days at sea, une initiative d'Interpol en liaison étroite avec Europol. Le SG Mer était déclaré auprès des autorités d'interpol et d'Europol comme le point de contact et coordinateur national de cette opération à laquelle ont notamment participé la gendarmerie des voies navigables, la gendarmerie terrestre, les préfetures maritimes, les différents services des ports, de la direction des affaires maritimes. Elle a permis de mener 363 inspections et de détecter 20 infractions dont la nature n'a pas été précisée, à l'occasion d'un premier bilan sommaire. Interpol n'a d'ailleurs pas encore communiqué les résultats globaux. Cette opération était organisée pour la deuxième année consécutive. Elle s'est étendue, cette fois, à la pollution fluviale en plus de la seule pollution maritime. L'un de ses intérêts consiste à avoir « dans un créneau de temps bien délimité, une image française, européenne et mondiale de ce type d'infractions et de toute l'étendue du travail qu'il nous reste à faire », indique-t-on au SG Mer. En 2018, Interpol avait annoncé que sur l'ensemble des pays où l'opération avait été menée, plus de 5200 inspections avaient conduit à ouvrir 185 enquêtes. Des arrestations et poursuites avaient été engagées.

## ☐☐THEME 8 - 3 : Assises : Emmanuel Macron partage sa vision de la France maritime

**Source, journal ou site Internet : Le Marin**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par François Jouannet**

Devant les acteurs du secteur maritime réunis aux Assises de l'économie de la mer le 3 décembre à Montpellier, le président de la République Emmanuel Macron a pris le temps, pendant plus de deux heures, de partager sa vision de la France maritime et de confirmer les engagements pris par son gouvernement en matière d'environnement, d'énergies marines renouvelables, d'accompagnement du développement économique maritime. Durant l'heure qu'a duré son discours d'inauguration puis les échanges qui s'en sont suivis avec six

représentants de différentes filières maritimes, Emmanuel Macron a su dresser un inventaire assez précis et concret des mesures en cours destinées à renforcer la France maritime. Ce, avec un leitmotiv : « reconnaître la part maritime de notre destin ».

Programme Océan et climat

Le président de la République a entamé ses propos par la nécessaire protection des océans, « bien commun de l'humanité ». À ce titre, il a notamment annoncé le lancement d'un programme prioritaire de recherche (PPR) Océan et climat piloté conjointement par le CNRS et l'Ifremer. Ce PPR devra notamment « associer à cette dynamique la communauté scientifique internationale ». Extension des aires marines protégées à 30 % des eaux françaises d'ici à 2022, « dont un tiers en pleine naturalité », protection de « la totalité de nos récifs coralliens en 2025 » (deux tiers le sont aujourd'hui), des cétaqués... sont autant de déclinaisons qu'a voulu rappeler Emmanuel Macron. Hommage aux pêcheurs « Ces décisions [...] supposent l'engagement de tous nos marins. Et je veux ici dire que rien de tout cela ne serait possible sans les marins français, et sans les pêcheurs, a-t-il rapidement enchaîné. Notre pêche a fait un effort, cette dernière décennie, inédit qui montre que cette réconciliation des usages de la mer est possible. » Pêche électrique, gestion de la ressource, protection de la biodiversité ont également été évoqués par le président qui a su, sans faire d'annonces réellement nouvelles de projets ou de moyens alloués, tenir son auditoire. « Je peux le dire ici, nous sommes une grande nation de pêche et une grande nation de la biodiversité parce que nous avons des marins, des pêcheurs qui ont le sens des responsabilités. » 1 GW d'éolien en mer par an Un sens des responsabilités qu'Emmanuel Macron a également souligné en évoquant « l'engagement pris par les armateurs français, en août dernier à Biarritz lors du G7, de promouvoir à l'OMI l'abaissement de la vitesse des navires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ». Ou encore « le choix pionnier pris par CMA CGM de renoncer à explorer la route du Nord [...] pour ne pas ajouter de nouveaux facteurs de risque à la crise écologique ». Diminution de la pollution plastique, développement portuaire, canal Seine – nord Europe, innovation navale, Brexit, soutien de la SNSM, sécurité et surveillance maritimes, stratégie géopolitique et engagement de la Marine nationale... sont autant de points que le président de la République a pris le temps de passer en revue. Et de confirmer, comme l'avait laissé entendre Édouard Philippe lors de son discours de politique générale en juin, le lancement d'appels d'offres pour 1 GW d'éolien en mer par d'ici à 2024. « Au fond, ce que l'équipage France démontre par ses actions, c'est qu'il a trouvé une voie pour concilier écologie et économie », s'est félicité Emmanuel Macron, qui a donné de nouveau rendez-vous à la filière maritime au Cimer, à Paris, la semaine prochaine.

## **9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :**

### **□ □ THEME 9 - 1 : Désinformation, arme de guerre**

**Source, journal ou site Internet : Conflits**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Louis-Maxence d'Halluin**

**Adressé par Jean-Claude tourneur**

Arme de division massive, la désinformation pose déjà le problème de sa définition avant même d'être abordée dans ses mises en pratique. Depuis l'Antiquité, ses victimes en ont senti ses effets dévastateurs. Polymorphe, l'hydre sévit aujourd'hui plus que jamais. La notion même de désinformation faisant l'objet de débats, le périmètre de cet article se limite au point de vue de l'écrivain franco-russe Vladimir Volkoff : il s'agit d'« une manipulation de l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés ». Mais la désinformation ne serait rien si elle n'était pas accompagnée d'une ferme intention de nuire comme a pu l'incarner et l'écrire l'anarchiste russe Sergueï Nechaïev dans son Catéchisme du

révolutionnaire (1868) : « Contre les corps, la violence ; contre les âmes, le mensonge ». Sa finalité lui permet de se distinguer de l'intoxication, qui ne vise qu'un groupe de décideurs, tandis que la propagande, si elle cherche à influencer l'opinion publique (peu importe la véracité de son contenu), ne s'exerce que dans un but politique avoué.

### Cheval de Troie de la pensée

La plus ancienne opération de désinformation connue fut le cheval de Troie, considéré comme une offrande faite par les assiégeants grecs aux dieux avant de prendre la mer. Pour à leur tour attirer leurs faveurs, un prêtre incita les Troyens à le vénérer en l'amenant dans leur cité. Le cheval constituait le support de désinformation, le thème était la protection des dieux, le relais était fourni par l'agent d'influence constitué par le prêtre, « l'idiot utile » qui vient accréditer le thème. Les « caisses de résonance » furent fournies par les jeunes générations qui chantèrent des hymnes sacrés lors de la procession de la sculpture dans la cité, de sorte que, de désinformés, ils devinrent eux-mêmes agents de désinformation. Ainsi périt la fière cité qui résista dix ans aux Achéens. Les exemples historiques sont légion. En pleine Guerre froide, durant la crise des Euromissiles, le KGB soutenait les mouvements pacifistes en Europe de l'Ouest pour discréditer le déploiement de missiles par l'OTAN, en réaction à ceux déjà déployés par l'URSS. Puis les cibles d'hier devinrent les prédateurs. Ainsi, le 24 mars 1999, l'OTAN choisit d'attaquer un État qui n'avait menacé aucun de ses membres. Elle prétexta un motif humanitaire, agit sans mandat des Nations unies et commença les bombardements. Le bal de la désinformation s'engagea alors. Les Serbes ont tué « de 100 000 à 500 000 personnes », énumère TF1 le 20 avril 1999, incinéré leurs victimes dans des « fourneaux, du genre de ceux utilisés à Auschwitz », compare le Daily Mirror le 7 juillet. Ces fausses informations seront heureusement mises à nues grâce à l'enquête du journaliste américain Daniel Pearl du Wall Street Journal le 31 décembre 1999, mais une fois le conflit terminé. Comment s'étonner ensuite que la Russie emboîte le pas de l'OTAN, en se fondant sur l'exemple de l'indépendance du Kosovo en février 2008, lorsqu'elle reconnut celles de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en août 2008, puis en mars 2014 quand elle annexait la Crimée ? Le même genre de désinformation fut renouvelé en 2003 avec l'invasion de l'Irak par les États-Unis. L'image du général Colin Powell affirmant haut et fort devant le Conseil de Sécurité des Nations unies l'existence d'armes de destruction massive est restée dans les esprits.

### Le Kosovo, exemple récent

Au sujet du Kosovo, Vladimir Volkoff ne manqua pas de dénoncer la désinformation massive dont la Serbie fut la victime (Désinformation : flagrant délit, 1999). Il peut même être considéré comme un lanceur d'alerte en faisant connaître au public français les techniques de désinformation avec l'aide du chef des services secrets français de l'époque, Alexandre de Marenches, lors de la parution du roman *Le Montage* en 1982. Mais les temps ont changé. La traque au « Fake News » est lancée par ceux-là mêmes qui, hier, s'en accommodaient fort bien. Lors de la guerre du Kosovo, la rédaction du Monde (dirigée par Edwy Plenel à l'époque) a ainsi décidé de faire « le choix de l'intervention » et l'édition du 8 avril 1999 annonçait la couleur : « Ce plan "Fer à cheval" qui programmait la déportation des Kosovars ». Ce plan était un faux, mais évidemment cela ne s'est su qu'après les événements. Désormais, ayant retenu la leçon, les Décodeurs du Monde (rubrique créée en 2014) veillent avec vigilance sur la sphère médiatique. Alors ? Faut-il si facilement tomber dans les théories du complot pour expliquer ce phénomène endémique ? Ni l'attitude controversée d'un quotidien sur telle affaire pose question sur sa crédibilité, ni le politiquement correct favorisant l'autocensure et l'étouffement des idées ne peuvent le faire. Le dissident soviétique Alexandre Soljenitsyne affirmait que « La croyance superstitieuse en la force historique des complots laisse complètement de côté la cause

principale des échecs subis aussi bien par les individus que par les États : les faiblesses humaines ». Cela nous amène à l'éthique journalistique qui, en somme, met en lumière la faible proportion de gens se forgeant un avis personnel face à un courant dominant. Et cela concerne précisément le journaliste, serviteur de l'information devant toujours « savoir raison garder » face à toutes informations se présentant à lui. Et c'est là que les « faiblesses humaines » se repèrent : manque de courage et d'esprit critique pour vérifier chaque nouvelle au jour le jour (C'est vrai puisque mon collègue ou internet le dit), tentation de politiser l'information (C'est pour la bonne cause après tout), observer le silence pour tel fait ou le minimiser, mais surligner à l'inverse tel autre fait comparable (« parts égales et inégales »).

Journalisme : objectivité ou honnêteté ?

L'exemple des « parts inégales » peut d'ailleurs être illustré avec deux affaires semblables au même moment. Le 7 juin 2019, le journaliste d'investigation Golounov du journal Medusa (journal russe basé en Lettonie) est arrêté à Moscou pour détention de drogue (ce qui s'avérera être faux). Battu par la police pendant sa garde à vue, il est relâché par la suite à cause du tollé médiatique russe et des accusations fabriquées de toutes pièces. Le Monde et d'autres journaux français relaient l'affaire au nom de la liberté de la presse. Le 3 juin 2019, une vingtaine de musulmans ont voulu empêcher un journaliste de France 3 Normandie d'effectuer son travail alors qu'il prenait des images près d'une mosquée. S'en est suivie une altercation violente pendant laquelle sa caméra a été détériorée. Il a ensuite été gardé contre son gré dans l'enceinte de la mosquée avant que la police n'intervienne et qu'on ne lui prescrive cinq jours d'ITT. Aucune réaction du Monde et le nombre de journaux relayant l'affaire étaient singulièrement moins nombreux. La technique des parts égales aurait consisté à parler de nouvelles d'importance différente avec la même « résonance ». Le suivisme des événements est l'une des raisons qui explique le divorce de la presse avec la société. Une autre pourrait être l'illusion de croire que l'objectivité existe, d'où une certaine méfiance à adopter face à des médias se prétendant tels. Un journal engagé (qui privilégiera certains thèmes et, partants, certaines informations) aura peut-être l'honnêteté de refuser la diffusion d'une « fausse nouvelle » à son avantage. Les nombreux exemples cités précédemment abordaient surtout les événements internationaux et force est de constater que, dans chaque cas, l'unanimité des médias était de mise avec le suivisme le plus éclatant. Mais qu'est-ce que Vladimir Volkoff aurait pensé de l'affaire Skripal et du crash du MH17 ? Nul doute qu'il aurait commencé par étudier leur traitement médiatique pour tenter d'y déceler quelque diable caché dans les détails.

## [□ □ THEME 9 - 2 : Kim Jong-Un chevauchant dans la neige : une nouvelle énigme nord-coréenne](#)

**Source, journal ou site Internet : Le Figaro**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : avec AFP**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Les visites de Kim Jong-un au Mont Paektu ont souvent précédé des virages politiques forts, selon les expertes de la Corée du Nord. Les médias nord-coréens ont de nouveau diffusé mercredi d'énigmatiques photos de Kim Jong-un montant un cheval blanc dans la neige sur une montagne sacrée de la péninsule, une mise en scène éminemment symbolique selon les experts qui rivalisent de conjectures sur sa signification. Certains spécialistes du régime reclus affirment que les visites du leader nord-coréen sur le Mont Paektu - berceau légendaire du peuple coréen - augurent parfois d'une annonce politique majeure. La diffusion de ces clichés

intervient alors que les négociations sur le nucléaire avec les Etats-Unis sont dans l'impasse. Pyongyang a donné à Washington jusqu'à la fin de l'année pour faire des concessions. Kim Jong-un a été photographié en tête d'un groupe de cavaliers dans une forêt enneigée proche du Mont Paektu, volcan endormi à la frontière entre la Corée du Nord et la Chine. On reconnaît notamment dans ce groupe son épouse Ri Sol-ju, selon des photos diffusées par l'agence officielle KCNA. La symbolique de cette montagne réside dans le fait qu'elle serait le lieu de naissance légendaire du roi Tangun, petit-fils du Ciel et fondateur du premier royaume coréen. Mais c'est aussi là que la propagande nord-coréenne, situe la naissance du père de Kim Jong-un, Kim Jong-il, fils et successeur du fondateur du régime Kim Il-sung, dans un camp secret de la guérilla que son père commandait contre l'occupant japonais. Une thèse largement contestée par les historiens, qui considèrent que Kim Jong-il est né dans le village sibérien de Vyatskoye le 16 février 1941, un an avant la date avancée par Pyongyang. Quoi qu'il en soit, Kim Jong-un s'est rendu sur plusieurs sites historiques ainsi qu'au sommet du Mont Paektu, selon KCNA qui ajoute qu'il a laissé «une trace sacrée sur les sites de batailles révolutionnaires» dans «la neige vierge à hauteur de genou». L'agence a aussi diffusé de nouvelles images du leader vêtu d'un manteau marron avec un col en fourrure au sommet du Mont Paektu, où il était déjà allé en octobre. Certains experts voient ces clichés, en un lieu emblématique historiquement très chargé, sont une façon de réaffirmer le leadership et la légitimité de Kim Jong-un. Il s'y rend une à deux fois par an, lors de visites qui ont parfois annoncé des virages politiques. Il y était allé en novembre 2013, avant la purge qui avait entraîné la chute de son puissant oncle Jang Song-thaek. Il avait gravi la montagne en décembre 2017, peu avant le début de la détente sur la péninsule qui a débouché sur son sommet historique avec le président américain Donald Trump, en juin 2018 à Singapour.

## **10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :**

### **☐☐THEME 10 - 1 : SecNumCloud : l'ANSSI décerne le premier visa à 3DS Outscale**

**Source, journal ou site Internet : Silicon**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : Philippe Leroy**

**Adressé par Elie Billaudaz**

La filiale Cloud de Dassault Systèmes est le premier acteur français à obtenir le visa SecNumCloud délivré par l'ANSSI. Celui d'OVHCloud devrait suivre. Le suspens était limité : deux candidats étaient déclarés pour obtenir le visa de sécurité SecNumCloud et c'est 3DS Outscale qui a franchi la ligne d'arrivée le premier. Le prochain devrait être décerné à OVHCloud, « sauf sortie de route de dernière minute » a précisé Guillaume Poupard, le patron de l'ANSSI, présent lors d'un point presse dédié à l'annonce. Pour la filiale de Dassault Système, l'obtention du visa ouvre un peu plus de perspectives commerciales sur le marché des organismes publics et parapublics et des opérateurs d'importance vitale. Dans cette course au Cloud de confiance, 3DS Outscale prend donc une longueur d'avance. Plusieurs acteurs publics auraient d'ailleurs testé l'offre « Cloud Secteur Public » en configuration SecNumCloud avant le lancement officiel, selon sa directrice commerciale Severane Augier. Par ricochet, les éditeurs de logiciels (en mode SaaS) pourront bénéficier du label de confiance numérique pour leurs applications hébergées sur l'IaaS de 3DS OUTSCALE. L'offre sera aussi poussée dans les filiales aux Etats-Unis (40% du CA) et en Asie (20% du CA), via le système d'exploitation Cloud maison, TINA OS. » Le marché US est en pleine explosion. Beaucoup d'entreprises cherchent une alternative à AWS » affirme Laurent Seror, le CEO de 3 DS Outscale.

## ☐☐THEME 10 - 2 : Informatique quantique : AWS emboîte le pas à Microsoft

Source, journal ou site Internet : Silicon

Date : 3 décembre 2019

Auteur : Clément Bohic

Adressé par Elie Billaudaz

Un mois après Microsoft, Amazon Web Services lance une offre cloud donnant accès aux ordinateurs quantiques de plusieurs partenaires. La réponse d'AWS à Microsoft sur le terrain de l'informatique quantique n'aura pas tardé à intervenir. Microsoft avait annoncé, début novembre, l'offre Azure Quantum. Elle donne accès aux ordinateurs quantiques de trois partenaires américains : Honeywell, IonQ et QCI. Autre casting chez AWS avec l'offre Bracket\*, officialisée dans le cadre de la conférence re:Invent. Également associée à IonQ, la branche cloud d'Amazon a par ailleurs fait appel à D-Wave et à Rigetti Computing.

Algorithmes hybrides

---

Disponible en *preview* comme Azure Quantum, Amazon Bracket donne accès à un catalogue d'algorithmes quantiques « prêts à l'emploi ». Elle permet aussi d'en développer, puis de les tester sur des simulateurs logiciels avant de les exécuter sur les architectures des trois partenaires. Celles d'IonQ (à base d'ions pilotés par laser) et de Rigetti Computing (circuits supraconducteurs) ont une vocation plus généraliste que celle de D-Wave (recuit quantique), destinée davantage à l'optimisation combinatoire. Amazon Bracket offre la possibilité de développer des algorithmes hybrides. Ce au sens où ils reposent en partie sur des ressources de calcul « classiques ». On peut les exécuter comme une seule tâche où gérer soi-même la partie « classique ». AWS y associe une activité de conseil à travers le Quantum Solutions Lab. Et affirme, sans plus de détails, travailler sur son propre processeur quantique. Son point d'ancrage : un centre de recherche situé à proximité du California Institute of Technology. Microsoft a, pour sa part, un laboratoire à l'université de Sydney. Des principaux fournisseurs américains de cloud public, IBM avait été le premier à proposer de l'informatique quantique « as a service » (à base de circuits supraconducteurs). C'était en mai 2016.

\* L'offre tire son nom de la notation *bra-ket*, destinée à faciliter l'écriture des équations de la mécanique quantique.

## ☐☐THEME 10 - 3 : Vidéo : TikTok accusé d'envoyer en Chine données personnelles et biométriques

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 3 décembre 2019

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

La société est accusée d'envoyer les brouillons vidéo créés et pourtant non publiés de ses utilisateurs. TikTok connaît beaucoup de choses sur ses utilisateurs : contacts téléphoniques, comptes sur les réseaux sociaux, adresses électroniques, adresse IP ou encore leur géolocalisation. Une étudiante de Palo Alto, Misty Hong, a déposé une plainte contre l'éditeur de l'application auprès d'une cour californienne. Selon elle, ByteDance collecterait des données

privées et les enverrait en Chine sans l'accord de l'utilisateur. Misty Hong explique avoir téléchargé TikTok en mars ou avril 2019 sans jamais avoir créé de compte. Quelques mois plus tard, elle découvre que l'application en avait finalement créé un pour elle. Elle avait effectivement enregistré cinq ou six vidéos, mais ne les avait jamais sauvegardées ni publiées.

#### Différentes tactiques pour dissimuler le transfert de ces données confidentielles

La plainte indique que ByteDance aurait eu recours à différentes tactiques pour dissimuler le transfert de ces données confidentielles. Même fermée, l'application TikTok continuerait à recueillir les données privées et biométriques de ses utilisateurs. À la justice désormais de déterminer si ces allégations sont justifiées. Fin octobre deux sénateurs américains accusaient TikTok de collusion avec Pékin. "Avec plus de 110 millions de téléchargements aux États-Unis seulement, TikTok est une menace potentielle du contre-espionnage que nous ne pouvons ignorer" indiquaient les deux parlementaires. "Compte tenu de ces préoccupations, nous demandons à la communauté du renseignement de procéder à une évaluation des risques pour la sécurité nationale posés par TikTok et d'autres plateformes de contenu basées en Chine et opérant aux États-Unis et d'informer le Congrès de ces conclusions".

#### 5 millions d'utilisateurs mensuels actifs en France

TikTok appartient à ByteDance, une licorne basée à Pékin. En France, Tik Tok compte un peu moins de 5 millions d'utilisateurs mensuels actifs, génère plus de 8 milliards de vidéos vues par mois, pour un temps passé par utilisateur et par jour de près de 50 minutes.

De tous les réseaux sociaux existants à ce jour, Tik Tok observe la croissance la plus rapide. Loin devant Facebook, Instagram, Whastapp, et même WeChat, c'est l'application qui aura le plus rapidement atteint le premier milliard d'utilisateurs mensuels actifs.

### [□ □ THEME 10 - 4 : Europol saisit 30 000 noms de domaines dans une opération antipiratage](#)

**Source, journal ou site Internet : ZDnet**

**Date : 3 décembre 2019**

**Auteur : Louis Adam**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Europol annonce un beau coup de filet avant les fêtes de Noël : l'agence européenne de coopération policière annonce avoir saisi plus de 30 000 noms de domaines utilisés pour offrir des services et produits contrefaits. L'opération a réuni les efforts conjoints de services de police dans plus de 18 pays, dont la France, et a permis l'arrestation de trois personnes suspectées d'avoir mis en œuvre ces différents sites. Les sites fermés par les autorités proposaient à la fois des services de piratage de contenus vidéo (fichiers multimédias, streaming vidéo et logiciels piratés) et de la vente de marchandises contrefaites. Les autorités ont ainsi saisi 26 000 contrefaçons de vêtements et de parfums, 363 litres d'alcool et des appareils électroniques destinés à être revendus par l'intermédiaire de ces sites. Les policiers ont également saisi plus de 150 000 euros sur les comptes bancaires et services de paiement des suspects. L'opération prend place dans le cadre de la campagne In Our Sites, une campagne lancée en 2014 par Europol et qui vise à lutter contre la contrefaçon au sens large et assainir Internet. L'objectif est de rendre le réseau « plus sûr pour les consommateurs » et l'annonce de ce coup de filet à l'approche des fêtes de Noël fait donc office de mise en garde pour les consommateurs autant que pour les revendeurs de contrefaçons.

En fin de semaine dernière, Europol avait déjà annoncé une autre opération similaire en coopération avec les autorités américaines. Celle-ci avait permis la saisie de 132 sites web qui tentaient de profiter de l'engouement autour des opérations commerciales Black Friday et Cybermonday pour revendre des marchandises contrefaites.

## □ □ THEME 10 - 5 : Des chercheurs dénoncent les failles de sécurité dans les implémentations de RCS

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 2 décembre 2019

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

RCS veut remplacer le SMS : cela fait plusieurs années que, poussés par Google, les opérateurs s'affairent à remplacer le système SMS en développant son successeur, RCS. Mais si le standard, défini depuis 2007 par le consortium GSMA, est opérationnel, les implémentations du système réalisées par les opérateurs et les fournisseurs de téléphones ne sont pas à la hauteur selon les chercheurs de SR Labs. Ça tombe mal : Google a annoncé cet été que ses terminaux Android utilisant l'application Messages seraient dorénavant compatibles, et que le déploiement en France était achevé, avec le soutien d'opérateurs comme Orange. Dans un post de blog, l'équipe de Karsten Nohl détaille le résultat de leurs recherches sur les différentes implémentations de RCS actuellement mises en œuvre par les opérateurs. Et le constat est loin d'être reluisant : selon les chercheurs, les différentes composantes du système RCS (clients et back end opérateurs) souffrent de multiples failles de sécurité basiques. Contrairement au SMS, RCS est un format de texte enrichi capable de proposer des contenus multimédias, du transfert de fichiers, de la messagerie audio ou encore des appels vidéo. Il se base pour cela sur le protocole IP et donc sur les réseaux internet mobiles, contrairement aux SMS qui passent sur des réseaux GSM.

### **Les vieilles failles ont la peau dure**

---

On peut par exemple citer le système de provisionnement (allocation de ressources), utilisé pour l'activation initiale de RCS sur un téléphone : « [ce système] est mal protégé sur de nombreux réseaux, ce qui pourrait permettre à des attaquants de prendre le contrôle du compte utilisateur en volant le fichier de configuration RCS, qui inclut les identifiants SIP et HTTP » de l'utilisateur. De nombreuses implémentations testées par les chercheurs sont également exposées à la fraude à l'identification de l'appelant, et le manque de vérifications mises en place dans les clients de messageries RCS rend possible une manipulation des messages échangés et reçus via une manipulation du DNS. Les problèmes identifiés par SRLabs n'affectent pas le standard en lui-même, mais ses implémentations. « Tout le monde se plante, mais de différente façon » a ainsi expliqué Karsten Nohl, chercheur de SR Labs, auprès de Vice.com. Le chercheur, spécialisé dans les télécommunications, regrette que les opérateurs reproduisent avec ce nouveau standard les erreurs classiques des réseaux de télécommunication des années 2000.

**11/ JOUR Par JOUR ... le 4 décembre 2019**



## □ □ THEME 11 - 1 : Événements dont c'est aujourd'hui l'anniversaire

Source, journal ou site Internet : l'internaute histoire

Date : 4 décembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

771

**4 décembre**

Charlemagne prend le pouvoir

Le roi de France Carloman meurt à Samoussy. Son frère Charles Ier, profite de sa disparition pour s'accaparer des terres destinées à ses fils. Il devient dès lors le seul roi des Francs grâce à la bénédiction que lui confère l'archevêque Wilcharius de Sens. Il sera couronné "empereur des Romains " par Léon III dans la basilique Saint-Pierre de Rome le 25 décembre de l'an 800 et prendra le NOM DE Charlemagne.

1370

**4 décembre**

Bataille de Pontvallain

La bataille de Pontvallain a lieu dans le cadre de la guerre de Cent Ans en représailles à une série de pillages, menés notamment dans le nord de la France et la Beauce. Elle voit s'affronter dans le comté du Maine les forces anglaises menées par Robert Knolles et Thomas Granson et les forces françaises de Bertrand du Guesclin, Olivier de Clisson et Jean de Vienne. Ces derniers remportent la victoire, faisant de nombreux prisonniers.

1419

**4 décembre**

Louis III d'Anjou roi titulaire de Naples

Louis III d'Anjou (1403-1434) est investi au trône de Sicile par le pape Martin V. Fils de Louis II d'Anjou (1377-1417), et malgré son rapprochement avec Jeanne II de Naples, qui l'adopte en 1423, il est contesté dans ses prétentions aux titres de roi de Naples et de comte de Provence (1417-1434) par Alphonse V le Magnanime, roi d'Aragon. Mort de malaria à Cosenza (Calabre), en 1434 sans enfants, son frère, René le Bon (1409-1480), lui succéda.

1456

**4 décembre**

Disparition de Charles Ier de Bourbon

Le 4 décembre 1456, le duc de Bourbon et d'Auvergne Charles Ier de Bourbon décède au château de Moulins. Fils de Jean Ier et de Marie de Berry, Charles Ier de Bourbon héritera des duchés de Bourbon et d'Auvergne à la mort de son père en 1434. Ses relations avec le roi de France Charles VII seront assez tendues, Charles Ier de Bourbon laissant transparaître son désaveu du pouvoir royal.

1533

**4 décembre**

Début du règne d'Ivan IV le Terrible

Le 4 décembre 1533 voit le début du règne d'Ivan IV le Terrible (fin en 1584) SUITE à la mort de son père, Vassili III, victime d'une tumeur à l'aine le 3 décembre. D'abord soumis à la régence de sa mère, Hélène Glinska, ils continuent la politique de Vassili III, réagissent aux intrigues des boyards. Hélène mourra en 1538, après avoir fait emprisonner ses deux beaux-frères pour assurer les droits d'Ivan.

1642

**4 décembre**

Mort de Richelieu

Après avoir passé dix huit ans au service de l'Etat, le cardinal de Richelieu meurt à Paris. Au COURS de ces années aux côtés de Louis XIII, Richelieu a travaillé

à l'unification de la France et à la toute puissance de la Monarchie. Il fut aussi le principal acteur de l'extension et de la puissance du pays au sein de l'Europe, puissance qui sera assurée en 1648. Préparant le terrain de l'absolutisme de Louis XIV, Richelieu fut aussi un despote qui se fit de nombreux ennemis parmi la noblesse. Certains affirment par ailleurs que le peuple alluma des feux de joie pour fêter l'annonce de ce décès.

1679

**4 décembre**

Mort de Thomas Hobbes

Thomas Hobbes meurt le 4 décembre 1679 à Hardwick Hall. Philosophe anglais très influent, il étudie les concepts de l'état de nature, du pacte de soumission et du contrat social. Il publie en 1651 son œuvre principale, le Léviathan et est accusé d'athéisme, ce qui lui attire l'hostilité de l'Eglise.

1749

**4 décembre**

Décès de Claudine-Alexandrine Guérin de Tencin

Claudine-Alexandrine Guérin de Tencin, baronne de Saint-Martin de l'isle de Ré, décède à Paris à l'âge de 67 ans. Elle est l'auteure de plusieurs romans à succès tels que "Mémoires du comte de Comminge", "Le Siège de Calais" et "Les Malheurs de l'amour". Elle est également à l'origine d'un salon politique et financier qui fut fréquenté par de grands auteurs tels que, Marivaux, l'abbé Prévost, Duclos ou Montesquieu. Elle est la mère de de l'encyclopediste d'Alembert.

1808

**4 décembre**

Reddition de Madrid

Après la brillante victoire de Somosierra le 30 novembre, Napoléon poursuit sa percée vers le Sud et entre dans Madrid. La capitale espagnole se rend. Les espagnols recouvreront leur indépendance grâce à leur alliance avec l'Angleterre et le Portugal en 1814.

1820

**4 décembre**

James Monroe est réélu président des États-Unis

La carrière de James Monroe commence au Sénat puis à l'ambassade de France. En 1817, il devient le cinquième président des États-Unis. Trois ans plus tard, il est réélu en tant que président. Sous son mandat, le Compromis du Missouri est mis en place cherchant ainsi calmer les conflits des États par rapport à l'esclavagisme. Il met également en place la "doctrine Monroe" qui démontre la volonté des États-Unis d'avoir un grand pouvoir sur le continent américain

1851

**4 décembre**

Répression de Louis-Napoléon Bonaparte

Deux jours après son Coup d'Etat, le président Louis-Napoléon Bonaparte organise une sanglante répression contre les insurgés (en majorité des ouvriers) s'opposant à sa prise de pouvoir. Les barricades qui se sont élevées depuis la veille sur les boulevarda parisiens sont prises d'assaut par l'armée. Les fusillades font environ 400 morts. En deux jours, la police du prince-président procède à plus de 25 000 arrestations. En province, 32 départements sont mis en état de siège, mais la résistance des paysans sera elle aussi écrasée dans le sang.

1866

**4 décembre**

Conférence de Londres

Quelques semaines après la conférence de Québec, une poignée de personnes issues des délégations de la province du Canada, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick viennent rencontrer des officiers du gouvernement britannique à Londres. Ils créent ensemble l'ébauche de l'Acte de l'Amérique du Nord, donnant au pays le NOM DE Canada. Les deux régions, le Canada-Ouest et

le Canada-Est deviennent respectivement l'Ontario et le Québec. Ils en choisissent également une devise tirée du Psaume 72 de la Bible.

1892

**4 décembre**

Naissance de Francisco Franco

Francisco Franco est né le 4 décembre 1892 à Ferrol. Sa carrière militaire le lie d'amitié au général Sanjurjo, qui échoue dans une tentative de putsch, en 1932. Pendant la guerre civile, en 1936, Franco, proclamé Caudillo, prend la tête du gouvernement nationaliste contre les républicains. Proche des dictateurs européens, l'Espagne n'entre pas en guerre. Dans les années 1960, sa dictature libéralise et modernise le pays. Malade, il meurt, en 1975, désignant le prince Juan Carlos comme successeur.

1897

**4 décembre**

Traité de Constantinople entre la Grèce et l'Empire ottoman

Le 4 décembre 1897, l'Empire ottoman et le royaume de Grèce signent le traité de Constantinople, qui met fin aux hostilités entre les deux pays. Les Ottomans sortent gagnants de ce conflit puisqu'ils continuent à occuper les territoires pris à la Grèce tant que celle-ci n'a pas PAYÉ de lourdes réparations. Cependant, la Crète accède au statut d'Etat autonome placé sous contrôle ottoman.

1927

**4 décembre**

"Le duc" au Cotton Club

La formation de Duke Ellington se PRODUIT pour la première fois au Cotton Club à Harlem, salle dans laquelle il jouera jusqu'à 1932. Il est alors l'inventeur du style "jungle" reposant sur des cuivres de sourdines, tandis que l'année 1927 est celle d'enregistrements majeurs. La célébrité du pianiste et chef d'orchestre, qui multiplie les concerts, dépasse alors largement New York.

1953

**4 décembre**

Premier film en cinémascope

Le film d'Henri Koster "La tunique" ("The ROBE "), est le premier à être réalisé en cinémascope. Les studios de la XX century Fox, sont à l'origine de ce changement de format qui vise à relancer l'économie du cinéma. Les salles du monde entier seront bientôt toutes équipées de projecteurs cinémascopes

1960

**4 décembre**

Premier numéro de la revue "Hara-Kiri"

UN NOUVEAU magazine de bande dessinée réservé aux adultes apparaît dans les kiosques français. Mais dès le mois de septembre les premiers numéros d'Hara-Kiri avaient déjà été vendus uniquement par colportage. Volontairement provocateurs, les rédacteurs d' "Hara-Kiri" adopteront un sous-titre "journal bête et méchant". On y retrouvera des dessinateurs tels que Wolinski, Cabu ou Reiser.

1974

**4 décembre**

Nouvelle avancée pour la contraception

Une nouvelle loi autorise la délivrance de la pilule contraceptive aux mineures sans l'autorisation de leurs parents. Elle garantit l'anonymat et GRATUITÉ dans les centres de planification familiaux. Ce nouveau texte vient parfaire la loi Neuwirth du 28 décembre 1967 qui légalise l'utilisation de la pilule.

1975

**4 décembre**

Mort d'Hannah Arendt

Hannah Arendt s'éteint à New York. La philosophe d'origine juive a marqué la modernité par ses écrits sur le totalitarisme et sur la culture politique contemporaine. Née en Allemagne et ayant étudié dans ce pays lors de la montée

du nazisme, la philosophe s'est particulièrement attachée à son fonctionnement et a analysé ce qu'elle nomme la banalité du mal dans "Eichmann à Jérusalem".

1977

**4 décembre**

Sacre de Bokassa

Le président "à vie" de la République Centrafricaine, Jean-Bedel Bokassa, est sacré empereur à Bangui en compagnie de son épouse Catherine. Il prend le titre de "Bokassa Ier". 5000 personnes sont invités à la fastueuse cérémonie où le nouvel empereur a revêtu la même tenue que celle que portait le maréchal Ney au sacre de Napoléon Ier. Bokassa dirigera le pays d'une main de fer avant d'être renversé par son neveu, David Dacko, le 20 septembre 1979.

1984

**4 décembre**

La Haute autorité veut suspendre NRJ

Accusée d'émettre à une puissance abusive, la station NRJ est menacée de suspension par la Haute autorité. Lorsque l'antenne diffuse la nouvelle sur les ondes, la réaction des auditeurs et de certains artistes est immédiate et sans précédent. Le 8 décembre, une foule de fidèles descendra dans les rues parisiennes pour protester et parviendra à faire annuler la procédure. Cet événement contribuera à renforcer l'image et la réputation du groupe, qui verra son AUDIMAT accroître démesurément.

1993

**4 décembre**

Mort de Frank Zappa

Le compositeur et musicien Frank Zappa s'éteint des SUITES d'un cancer de la prostate. Connu pour ses musiques rock avec notamment l'album « Freak Out », cet artiste collabora aussi avec des orchestres et compositeurs de musique classique et contemporaine, comme Pierre Boulez. Artiste prolifique, il a multiplié les collaborations et a laissé une œuvre révolutionnaire et géniale.

## 12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

### □ □THEME 12 - 1 : [Canada declines to raise defense spending above 2 percent NATO Benchmark](#)

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 3 décembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

As leaders of NATO countries prepare to convene in London, Canada remains below the benchmark of two percent of GDP, NATO data indicate. Each NATO member nation agreed in 2014 to spend two percent of its gross domestic product on defense, but statistics released Friday indicate that Canada will spend 1.31 percent of its GDP on defense in 2019, a figure similar to that of 2018. The data places Canada 20th on the list. Nine countries -- the United States, Bulgaria, Greece, the United Kingdom, Estonia, Romania, Lithuania, Latvia and Poland -- currently meet or exceed the two percent level, the U.S. carrying the highest percentage of all 29 NATO members and Luxembourg with the lowest. U.S. President Donald Trump has been a frequent critic of allies underspending on defense, and especially as it relates to NATO members. The topic is expected to surface at the summit, which begins Tuesday and celebrates the 70th anniversary of the military bloc's founding. "President Trump is right about

the importance of European allies and Canada spending more," NATO Secretary General Jens Stoltenberg said on Friday, "and he has conveyed that message very clearly to allies several times. But European allies and Canada should not invest in defense to please President Trump. They should invest in defense because we are faced with new threats and new challenges." Forecasts by the Canadian government show the expectation of defense spending to remain at about 1.4 percent of GDP through 2025. It would need to spend \$11 billion more on defense to qualify for the two percent benchmark. The government has pointed to Canadian leadership of a battle group stationed in Latvia, aircraft stationed in Romania, the use of Canadian training planes in Iraq and a frigate in the Mediterranean Sea as examples of its commitment to NATO. NATO members also agreed in 2014 to dedicate 20 percent of defense spending to the purchase of equipment. Canada expects its proportion of 11.9 percent for equipment to rise to 13.3 percent in 2019, but it still will rank 24th in the category. Canadian Prime Minister Justin Trudeau will likely be targeted for criticism by NATO leaders for other concerns. An initiative led by the United States called the "Four 30s" plan -- with NATO countries prepared to reinforce Europe with 30 battalions of soldiers, 30 squadrons of aircraft and 30 warships within 30 days -- would require Canada to invest more in its military's state of readiness. Canada has also welcomed the 5G telecommunications network of the Chinese company Huawei, which the United States seeks to keep out of the security grids of NATO countries.

## □ □ THEME 12 - 2 : NATO in 2020 : Revirement or Revival ?

**Source, journal ou site Internet : GMF**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur : Michal Baranowski, Dominik P.Jankowski**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

This year was supposed to be the occasion for a big birthday party for NATO. For seven decades the alliance has defended its values and principles while guaranteeing peace and prosperity and projecting stability. Unfortunately, the birthday celebrations have not gone as planned. At every party you have those who came to have a good time and those who joined mainly to criticize the host. NATO's birthday party has not been different. Some voices have started to suggest that it is time for the alliance to retire and that the leaders meeting in London might be the first nail in NATO's coffin. In fact, this is not the first time that this idea has been voiced. The alliance has successfully survived also thanks to the fact that the secret of a good NATO meeting is to discuss old things in a new way or new things in an old way. This week's leaders meeting will not differ. In fact, it will confirm the politico-military substance of the alliance, which is its true glue. On numerous occasions, this has proven to be more important than fiery speeches and critical comments.

Progress in 2019

In retrospect 2019 has been rich in key politico-military deliverables that enhance transatlantic security. Three are of particular importance as they helped to forge transatlantic unity and cohesion within NATO. First, after the demise of the Intermediate-range Nuclear Forces treaty NATO has speeded up its process of a military adaptation to respond to the increased diversity and size of Russia's intermediate-range arsenal. "This week's leaders meeting will confirm the politico-military substance of the alliance, which is its true glue." The illegally developed, tested, and fielded SSC-8 system exacerbates threats posed by Russian precision-strike and nuclear capabilities, including that of a surprise attack. Russia sees such mobile ground launchers as a cheap addition to its air and maritime platforms. Ground platforms are also more difficult to detect, track, and destroy. They are flexible to deploy. They offer better coverage of the whole of Europe, making it easier for Russia to impede the movement of allied forces. This

adds to other anti-access/area denial systems, such as air defenses and shorter-range strike systems, that already cover large parts of NATO territories in the direct vicinity of Russia. NATO's upgrade of its deterrence posture will be comprehensive so as to tackle the evolving character of this threat. The alliance will focus on the capabilities that may be useful for a range of contingencies, such as air- and sea-launched missiles and/or air and missile defense assets. Second, with China on everyone's mind, NATO is engaged in discussions on securing the fifth-generation wireless communication networks. Allies agreed to update the baseline requirement for civilian telecommunications, which provides a benchmark for them to deliver reliable communications systems in peacetime, crisis, and conflict. NATO members should possess robust options to restore systems in case of disruption or outage, and assure priority access for national authorities to communications networks in a crisis. The baseline requirement also guides allies on how to develop risk-management plans and mitigation measures. NATO members should conduct a thorough assessment of the risks to communications systems associated with cyber threats, as well as the consequences of foreign ownership, control, or direct investment. Third, NATO has recognized space as a new operational domain, alongside air, land, sea, and cyber-space. Space is essential to its credible deterrence and defense posture. The goal is to enable the alliance to strengthen its situational awareness of and ensure that operations receive the necessary support from national space capabilities. In fact, without reliable control over assets in space, allies will have limited ability to track forces or detect missile launches.

#### Looking Ahead

Nonetheless NATO still has some vital work to do to further strengthen the credibility of its deterrence and defense posture. In 2020, it should concentrate on three key topics. First, NATO has achieved a lot in countering hybrid threats, including through enhancing resilience and developing greater civil preparedness, but more is needed. This year saw counter-hybrid support teams—a dedicated instrument to help allies under a hybrid attack – became fully operational. Yet, the political and military elements of countering hybrid threats need further refinement. Politically, NATO should more broadly look into creating strategic dilemmas for adversaries to limit their willingness to escalate tensions, including by using hybrid warfare tools. This will add credibility to its deterrence posture, especially in the early phases of a hybrid crisis. Moreover, NATO needs to look at how military instruments can contribute to deterring and defending against hybrid actions. The establishment of dedicated military-led advisory teams has been a step in the right direction. "The London meeting will also have to address the increasingly yawning gaps and political differences among key allies." Second, NATO's deterrence and defense has always relied upon maintaining a technological edge, but it is now confronted with emerging and disruptive technologies. The pace of technological development and increased pressure from strategic competitors, including China, put additional burdens on NATO. Artificial intelligence, big data, hypersonic missiles or 3D printing will impact its ability to deter and defend. Yet, emerging and disruptive technologies also offer an opportunity for NATO, especially in the context of burden-sharing. Coping effectively with new technologies will also require additional investment in defense. This could help numerous allies increase their defense budgets toward the agreed goal of 2 percent of GDP. Finally, developments in the energy sphere can have significant security implications for NATO. A swift and uninterrupted access to fuel, independent from Russian sources, is an important element contributing to the credibility of the alliance's military posture. And the increased NATO deployment on its eastern flank is leading to a growing demand for fuel. Building a sustainable fuel supply chain remains a work in progress, however. Extending the NATO Pipeline System, providing fuel transport and storage means, to the eastern flank should be closely examined.

#### The United States Question

The London meeting will also have to address the increasingly yawning gaps and political differences among key allies. Turkey, China, Syria, and Russia are just some of the key issues that NATO will have to begin to address to maintain not only its military cohesion, but also its political ones. And underneath these political splits lies the biggest question of all—whether or not the United States will remain a European power given the systemic competition between it and China in all spheres. The answer to this question splits the European members of NATO. President Emmanuel Macron’s view that NATO is “brain-dead” comes from a growing consensus in France that over time the United States will cease to be a European power. Therefore, Europe should fix its relations with Russia, engage with China, and build European strategic autonomy. Those who agree with Macron view his recent interview in *The Economist* as stating something that is clear to everyone who chooses to see. Germany has not made up its mind—some describe its position as strategic patience, others as strategic inertia. The defense of NATO from across the country’s political establishment following Macron’s words shows that for now Germany understands that there is no good alternative to the United States for European security. The hope in Berlin is that the damage that President Donald Trump done to the transatlantic alliance can be fixed after he leaves office. It remains to be seen whether this calculation will change if there is a second term for Trump. Poland has clearly chosen strategic embrace of the United States. Some would say that this is based on the “look at the deeds, not the tweets” school of thought; other that it comes from denial. The consensus in Warsaw is that the United States can continue to be simultaneously a European and an Asian power, but also that Europe will have to do more for its own defense. This recognizes positive developments such as increasing the number of U.S. forces in Europe (including in Poland to 5,500 in coming year) and spending on the European Deterrence Initiative. At the same time, the consensus in Washington behind European engagement—even if sometimes the occupant of the Oval Office questions this. What unites France, Germany, and Poland is the fact that Europeans have to increase their military capabilities and take more responsibility for Europe’s security. Whether one focuses on the 2 percent of GDP target or the Cash, Capabilities, and Contribution metric, and whether one thinks that the United States will remain a European power or not, the next step to look the same: more European capabilities. Therefore, the next year will be a busy one for NATO and the beginning of a crucial decade. Retirement is not an option for the alliance. In fact, the key to its survival will be ambidexterity, or being able both to explore and exploit opportunity. The leaders meeting in London offers the chance to make a start on this path.

Dominik P. Jankowski is political adviser and head of the political section at the Permanent Delegation of the Republic of Poland to NATO and a 2012 alumnus of GMF's Marshall Memorial Fellowship.?

## [THEME 12 - 3 : Naval group Pitches Barracuda with ToT for Dutch Submarine Replacement At NEDS-2019](#)

**Source, journal ou site Internet : [defenseworld](#)**

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par François Jouannet**

French Naval Group has pitched its Barracuda-family submarine with Transfer of Technology (ToT) for Netherlands’ Walrus replacement program at the NIDV's Defence & Security exhibition in Rotterdam city, Netherlands, on Thursday. The Dutch government announced its intent to buy four submarines to replace Walrus-class ships last year. The contract is estimated to be worth around \$3 billion. According to reports, a firm order could be signed in 2022, with deliveries expected to begin in 2027. German ThyssenKrupp and Spanish Navantia were

dropped from the project earlier this year. Currently, Naval Group-Dutch Royal IHC, and Swedish Saab-Dutch shipyards are in the race to net the multi-million dollar contract. “The project will generate a workload of 15 million man/hours and is expected to create over 2000 jobs in the Netherlands. In view of the Walrus capability replacement programme, Naval Group demonstrates their will to commit to a full submarine IP and knowledge-sharing with the Dutch knowledge centers and industry,” Naval Group said in a statement. The defense contractor is currently building the Barracuda for the French Navy. With all the complexities and long lead-time involved in a submarine project, it is crucial to determine how strategic knowledge and expertise is shared, used and maintained over a period which exceeds thirty years, the company said.

At NEDS, Naval Group released its plan for the future submarine design and production ecosystem which includes organising “transfer of IP rights and design authority to the Netherlands.” This, according to the company, “will deliver to local industry and knowledge centers an in-depth understanding and mastering of the selected design.” Naval Group has qualified 30 new companies to be Tier 1 and 2 suppliers for this programme and other international programmes. In February 2019, the company announced it teamed up with Dutch shipyard Royal IHC, specialized in off-shore construction, to increase its chances of being among the two manufacturers chosen by the Netherlands. Naval Group has now unveiled its partnership with Contour. “Their expertise will allow modern simulation tools to be deployed to ease the crew’s training period before the actual submarine is sent on trials,” the company said. “Naval Group deliberately involves local partners in its international activities. The purpose of these agreements is to pool a Dutch submarine community for the Netherlands would Naval Group be selected for the Walrus replacement program. Key to a successful cooperation is a know-why methodology and a true IP and know-how repository to build-up and contribute that unique expertise, which will support in the long-term both the Netherlands’ but also international submarine programmes” declared Mark van Rooij, Naval Group Netherlands CEO.

## □ □THEME 12 - 4 : [Iran says Joint Naval Maneuvers With Russia, China To Start In December](#)

[Source, journal ou site Internet : Radio Free Europe](#)

[Date : 4 décembre 2019](#)

[Auteur :](#)

[Adressé par François Jouannet](#)

The commander of Iran's navy has confirmed that his forces will participate in joint exercises with Russia and China beginning later this year. Rear Admiral Hossein Khanzadi on November 30 said the maneuvers will be held in the northern Indian Ocean from December 22 to January 20. The admiral’s statement did not give a specific location for the maneuvers, although some media reports said they would be in the Gulf of Oman, site of several recent naval incidents and where Western escort missions are active or about to start. "The aim of those exercises is to ensure collective security and help boost the security in the northern part of the Indian Ocean, where various incidents, including pirate attacks, are taking place," Iran’s Tasnim news agency quoted the admiral as saying. Two days earlier, Khanzadi had said the exercises would take place in the “near future” and that the joint operation would “send a message to the world,” according to Iran’s Mehr news agency. “A joint war game between several countries, whether on land, at sea, or in the air, indicates a remarkable expansion of cooperation.” “[The maneuvers] carry the same message to the world, that these three countries have reached a meaningful strategic point in their relations,” he added. Russian Foreign Minister Sergei Lavrov



on October 2 said the countries were planning exercises designed to train for anti-terror and anti-piracy missions. The joint maneuvers will come at a time of heightened tensions between the three nations and the West. Washington and its Middle Eastern allies have blamed Iran for explosions that damaged as many as four ships outside the Strait of Hormuz in May, and then accused Tehran of using mines to attack two oil tankers in June. Iran has since seized several international oil tankers in actions seemingly designed to assert Tehran's right to police traffic in the strait, which is a conduit for huge amounts of the region's oil exports. Washington is leading a coalition of naval forces in the Persian Gulf region to monitor and safeguard international shipping from potential Iranian threats. Meanwhile, France is leading a separate but similar European mission focusing on the western part of the Gulf of Oman, the eastern part of the Arabian Gulf, and the Strait of Hormuz. The United States and European Union have imposed sanctions on Moscow for its seizure and annexation of Ukraine's Crimea Peninsula in 2014 and its support of separatist fighters in eastern Ukraine battling Kyiv's government forces. Meanwhile, China and the United States and its allies are embroiled in several territorial disputes in the South China Sea.

### □ □THEME 12 - 5 : Duterte orders PHL Navy : Blow Pirates in Sulu Sea, Celebes Sea 'to Kingdom come'.

Source, journal ou site Internet : GWA News

Date : 4 décembre 2019

Auteur : Erwin Colcol

Adressé par François Jouannet

President Rodrigo Duterte instructed the Philippine Navy to rid Sulu Sea and Celebes Sea of pirates in order to reduce incidents of piracy in those waters. In his speech during the celebration of Bonifacio Day in Caloocan City on Saturday, Duterte said Chinese trawlers have been sailing international waters and nobody could stop them while they are in the high seas "But if you commit piracy or piracy if you may, then that gives any nation the right to blow you—to blow you to the high heavens. And we are beset with piracy in the Celebes, Sulu Sea, and the Indonesian waters," he said. President Rodrigo Duterte delivers his speech during the commemoration of the 156th birth anniversary of hero Andres Bonifacio at the Bonifacio Monument in Caloocan City on Saturday, November 30, 2019. "And my orders to the Navy, I repeat, my orders to the Navy, is that if they are positive that they are pirates, you blow them to kingdom come. Patayin mo na lahat at matapos na ang problema ko at ng Pilipino," he added. Duterte said he already talked with Indonesian President Joko Widodo and Malaysian Prime Minister Mahathir Mohamad on the problem of piracy in waters surrounding their countries. "I said it's high time that we form a task force, not really intruding into the waters of other countries but just patrol your areas incessantly and accurately," he said. "And I will do my share in the Sulu Sea and the sea in here, Jolo," he added. In 2017, the Philippines and Indonesia jointly patrolled the Celebes Sea to stop Islamist militants from reaching Mindanao. The joint patrol aimed at strengthening border security and improving interoperability. Prior to that, the Philippines, Indonesia and Malaysia also jointly patrolled their common maritime borders in the Celebes Sea and Sulu Sea

### □ □THEME 12 - 6 : Russia deploys more warships to occupied Crimea coasts

Source, journal ou site Internet : Unian

**Date : 4 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par François Jouannet**

he Black Sea fleet has been replenished with nine vessels. Russian Defense Ministry In 2019, Russian navy strengthened its presence in the Black Sea. The fleet, headquartered in the occupied Crimea, the peninsula snatched from Ukraine following an internationally non-recognized sham referendum, has been replenished by nine vessels. "In 2019, the fleet received five high-end ships and boats, including the Dmitry Rogachev patrol ship, the Ivan Antonov minesweeper, and three landing boats. In addition, the auxiliary fleet was replenished with four new support vessels, including sea and raid tugs, a rescue tugboat, and a self-propelled floating crane," the Russian defense ministry reports. Read also Ukraine's Defense Minister comments on likelihood of Russian attack from Crimea Also, the Ingushetia small rocket ship, armed with Kalibr cruise missiles, is at the final testing stage. The ship may become part of the Black Sea Fleet as early as this December. As UNIAN reported earlier, at the end of October, Russia's Prince Vladimir nuclear submarine conducted first live fire tests of the Bulava intercontinental ballistic missile.

## **13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr), qui vous les adressera dans la journée de la demande.**

**Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :**

**[adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr);**

### **1) Articles en langue française :**

- Les @mers du CESM - le 03/12/2019
- Si la France plie bagage au Sahel...CAUSEUR
- Décret n° 2019-1271 du 2 décembre 2019 relatif aux modalités de classification et de protection du secret de la défense nationale
- TRANSCRIPTION DU PROPOS LIMINAIRE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON LORS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE AVEC M. JENS STOLTENBERG, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN
- Opération Barkhane : une mise au point nécessaire Bernard Lugan
- Cyber campus français sur la sécurité : ce ne sera pas en Corrèze
- Les Français et l'administration numérique : encore du pain sur la planche
- Norsk Hydro, Altran : d'une communication, exemplaire, à une autre...
- Corée du Nord : Washington arrête un expert en cryptomonnaie
- En Chine, la reconnaissance faciale obligatoire pour acheter un téléphone
- Protection des données : le Parlement européen dans le collimateur du gendarme...européen
- Huawei conteste sa mise à l'index par les Etats-Unis
- Otan: Macron-Trump, le grand désaccord

- Donald Trump demande à la Cour suprême la reprise de la peine de mort fédérale
- Niveau scolaire: la France stagne dans le classement Pisa
- Etats-Unis : la sénatrice Kamala Harris abandonne la course à l'investiture démocrate
- A une semaine des élections, Boris Johnson tétanisé à l'idée d'un dérapage de Donald Trump
- L'OTAN, entre agonie prolongée et renaissance perpétuelle
- ENSTA Bretagne et Naval Group créent un second laboratoire commun de recherche et d'innovation « SENI » sur les systèmes embarqués navals intelligents
- Le général Bertrand Soubelet, ancien numéro 3 de la Gendarmerie nationale, a publié la lettre bouleversante d'un militaire de #Barkhane
- OTAN : l'autre Brexit franco-allemand Antoine Santoni | tribune
- Safran va ouvrir de nouvelles usines dans les pays "low cost"
- Thierry Breton veut développer "une industrie européenne de défense" latribune.

## 2) Articles en langue étrangère :

- USS Harry S. Truman, carrier strike group join 6th Fleet in Atlantic Ocean (UPI)
- Bell Boeing awarded \$218.7M for V-22 Osprey support
- Australia launches anti-espionage task force amid China spy concerns (AFP)
- Russia to create new radar field against cruise missiles
- China to build space-based solar power station by 2035
- Australia slams China's 'unacceptable' treatment of jailed writer
- Pompeo says Iran the common villain in Mideast protests
- Greece threatens to expel Libya envoy over Turkey deal
- On treadmill, Zelensky says Ukraine stuck without Putin summit
- Japan to buy \$146 million island for US military drills
- China's first electromagnetic satellite bears fruitful results= XNA
- INS Vikrant's Construction in Final Stages, Engines of India's First Indigenous Aircraft Carrier Fired Up At Kochi Shipyard
- HSL poised to deliver India's first missile tracking ship in New Year
- Zr.Ms. De Ruyter in januari naar de Straat van Hormuz

## 3) Liens intéressants à consulter :

<https://www.defenseone.com/threats/2019/12/small-contractors-struggle-meet-new-cyber-security-standards-pentagon-finds/161625/>

<https://www.meretmarine.com/fr/content/la-france-retire-son-don-de-six-semi-rigides-sillinger-aux-garde-cotes-libyens?xtor=EPR-56-20120118>

[https://theconversation.com/les-multiples-visages-de-la-contestation-en-russie-127775?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%203%20decembre%202019%20-%20201477514028&utm\\_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%203%20decembre%202019%20-%20201477514028+CID\\_811c38bedd8a2e97d7666d3dec82a198&utm\\_source=campaign\\_monitor\\_fr&utm\\_term=Les%20multiples%20visages%20de%20la%20contestation%20en%20Russie](https://theconversation.com/les-multiples-visages-de-la-contestation-en-russie-127775?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%203%20decembre%202019%20-%20201477514028&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%203%20decembre%202019%20-%20201477514028+CID_811c38bedd8a2e97d7666d3dec82a198&utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Les%20multiples%20visages%20de%20la%20contestation%20en%20Russie)

<https://www.meretmarine.com/fr/content/le-jean-bart-rentre-apres-une-longue-mission-jusquen-ocean-indien?xtor=EPR-56-20120118>

<https://www.bruxelles2.eu/2019/12/04/les-chinois-ne-vont-pas-apprecier-previent-joshua-wong/>



**Union-ihedn.org**

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>